

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly sur Seine

Deloitte & Associés

Les Docks – Atrium 10.4
10, place de la Joliette
13002 Marseille

VALNEVA

Société Européenne

Gerland PlazaTechsud
70, rue Saint-Jean-de-Dieu
69007 Lyon

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly sur Seine

Deloitte & Associés
Les Docks – Atrium 10.4
10, place de la Joliette
13002 Marseille

VALNEVA

Société Européenne

Gerland PlazaTechsud
70, rue Saint-Jean-de-Dieu
69007 Lyon

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société VALNEVA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 5.2 « Principes comptables et méthodes d'évaluation » et 5.31 « Regroupement d'entreprises » de l'annexe aux comptes consolidés relatives à l'acquisition de Crucell Sweden AB intervenue le 9 février 2015 et à son incidence sur les comptes consolidés, rendant de fait les exercices 2014 et 2015 non comparables.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Les immobilisations incorporelles, dont les montants nets figurant au bilan au 31 décembre 2015 s'établissent à 98,6 millions d'euros, ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans les notes 5.2.8 « Immobilisations incorporelles » et 5.2.10 « Dépréciation des actifs non financiers » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests fondés sur la valeur d'utilité, et contrôlé la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis pour chacune des activités ou divisions sous le contrôle du Groupe et nous avons vérifié que la note 5.13 « Immobilisations incorporelles et goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Marseille, le 18 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

A blue ink signature consisting of several horizontal strokes and a diagonal line extending downwards to the right.

Thierry CHARRON

Deloitte & Associés

A blue ink signature with a large, stylized 'V' and 'G' followed by a horizontal line.

Vincent GROS



VALNEVA SE
Etats financiers consolidés
au 31 décembre 2015



Sommaire

1. COMPTE DE RESULTAT ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDES	5
2. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE	7
3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	8
4. ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	9
5. ANNEXES AFFERENTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	10
5.1 Informations relatives au Groupe	10
5.1.1 Variations de périmètre pendant l'exercice	10
5.1.2 Liste des participations directes ou indirectes	11
5.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation	11
5.2.1 Référentiel comptable	12
5.2.2 Nouvelles normes et interprétations, révisées ou amendées	12
5.2.3 Principes de Consolidation.....	13
5.2.4 Information sectorielle	14
5.2.5 Conversion des devises étrangères.....	14
5.2.6 Comptabilisation des produits	15
5.2.7 Contrats de location	16
5.2.8 Immobilisations incorporelles	17
5.2.9 Immobilisations corporelles	18
5.2.10 Dépréciation des actifs non financiers	18
5.2.11 Entités mises en équivalence.....	19
5.2.12 Actifs et passifs non courants destinés à être vendus ou abandonnés	19
5.2.13 Prêts et créances	19
5.2.14 Instruments financiers dérivés	20
5.2.15 Stocks.....	20
5.2.16 Créances clients et autres créances.....	20
5.2.17 Trésorerie, équivalents de trésorerie et dépôts à court terme.....	20
5.2.18 Capital social, primes d'émission et autres réserves réglementées, report à nouveau et autres réserves et résultat net.....	20
5.2.19 Fournisseurs.....	21
5.2.20 Emprunts	21
5.2.21 Impôt sur le résultat, exigible et différé	21
5.2.22 Avantages au personnel	22
5.2.23 Provisions.....	23
5.2.24 Revenus différés	23
5.3 Gestion des risques financiers	23
5.3.1 Facteurs de risques financiers	23
5.3.2 Comptabilisation des activités de couverture.....	27
5.3.3 Gestion du risque en matière de fonds propres.....	27
5.3.4 Estimation de la juste valeur	27



5.4 Estimations et appréciations comptables déterminantes.....	27
5.4.1 Estimations et hypothèses comptables déterminantes.....	27
5.4.2 Appréciations comptables déterminantes dans l'application des règles comptables de l'entité	28
5.5 Informations sectorielles	28
5.5.1 Agrégats au compte de résultat par segment :	28
5.5.2 Segments géographiques	29
5.5.3 Informations relatives aux principaux clients	30
5.6 Charges par nature.....	31
5.7 Charges de personnel.....	33
5.8 Autres produits et charges opérationnels	33
5.9 Résultat financier	33
5.10 Impôt sur les résultats	34
5.10.1 Impôt sur les résultats	34
5.10.2 Impôt différé	35
5.11 Résultat par action	36
5.12 EBITDA	37
5.13 Immobilisations incorporelles et goodwill	37
5.13.1 Immobilisations incorporelles significatives	38
5.13.2 Test de dépréciations.....	38
5.13.3 Sensibilité aux changements d'hypothèses	39
5.14 Immobilisations corporelles.....	40
5.15 Entités mises en équivalence	41
5.15.1 Résumé des informations financières de l'entité associée	42
5.15.2 Réconciliation de la valeur comptable	42
5.16 Instruments financiers	43
5.16.1 Instruments financiers par catégorie.....	43
5.16.2 Évaluation de la juste valeur	44
5.16.3 Qualité de crédit des actifs financiers	46
5.17 Stocks	46
5.18 Clients et autres débiteurs	47
5.19 Autres actifs.....	47
5.20 Trésorerie, équivalents de trésorerie, dépôts à court terme et actifs financiers courants	47
5.21 Actifs et Passifs destinés à la vente et activités abandonnées	48
5.21.1 Ventilation des actifs destinés à la vente	48
5.21.2 Passifs destinés à la vente.....	48
5.22 Capital social, primes d'émission et autres réserves réglementées	49
5.23 Report à nouveau et autres réserves	50
5.24 Paiements fondés sur des actions	50



5.24.1 Plans d'options de souscription d'actions	50
5.24.2 Actions gratuites	52
5.24.3 Bons de souscription d'actions	52
5.24.4 Plan d'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles 2015-2019	53
5.25 Emprunts	54
5.25.1 Passifs liés aux contrats de location-financement	54
5.25.2 Emprunts bancaires et autres prêts garantis	55
5.25.3 Autres prêts	55
5.26 Fournisseurs et autres créditeurs	57
5.27 Dettes fiscales et sociales	57
5.28 Autres passifs et provisions	57
5.28.1 Produits constatés d'avance	58
5.28.2 Provisions pour engagements envers le personnel	58
5.28.3 Autres provisions	58
5.29 Flux de trésorerie absorbée par les opérations courantes	60
5.30 Engagements et autres passifs	61
5.31 Regroupement d'entreprises	61
5.32 Opérations entre parties liées	63
5.32.1 Achat de services	63
5.32.2 Rémunération des membres du directoire	64
5.32.3 Rémunération des membres du conseil de surveillance	64
5.33 Information pro forma relative à l'acquisition de Crucell Sweden	64
5.33.1 Contexte de la préparation de l'information pro forma relative à la fusion	64
5.33.2 Compte de résultat pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 et compte de résultat Pro Forma pour l'exercice clos au 31 décembre 2015	65
5.33.3 Réconciliation avec le compte de résultat consolidé en normes IFRS	66
5.33.4 Base de préparation	66
5.34 Événements postérieurs à la date de clôture	68

**1. COMPTE DE RESULTAT ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDES****Compte de résultat consolidé**

En milliers d'euros (sauf pour la valeur par actions)	Annexe	Exercice clos au 31 décembre,	
		2015	2014
Revenus de la vente de produits	A.5.5	61 545	28 124
Produits des coopérations, licences et services	A.5.5	16 814	8 799
Chiffre d'affaires		78 360	36 922
Subventions		4 975	5 506
Chiffre d'affaires et Subventions		83 335	42 429
Coût des biens et services	5.6/5.7	(46 961)	(17 144)
Frais de Recherche & Développement	5.6/5.7	(25 367)	(22 242)
Frais de distribution et de marketing	5.6/5.7	(9 121)	(2 065)
Frais généraux et administratifs	5.6/5.7	(14 394)	(12 077)
Autres produits et charges opérationnels, net	A.5.8	(152)	(395)
Dotation aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles/incorporelles	5.6	(7 273)	(12 323)
RESULTAT OPERATIONNEL		(19 934)	(23 817)
Produits financiers	A.5.9	5 073	2 273
Charges financières	A.5.9	(9 716)	(4 394)
Résultat des participations dans les entreprises liées	A.5.15	(8 999)	-
Profit résultant de l'acquisition à conditions avantageuses	A.5.31	13 183	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		(20 393)	(25 938)
Impôt sur les résultats	A.5.10	(224)	(334)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		(20 617)	(26 272)
Résultat par action du fait du résultat des activités poursuivies attribuables aux actionnaires de la Société, en euros par action (de base et dilué)	A.5.11	(0,28)	(0,47)
EBITDA	A.5.12	(8 492)	(7 364)

**État du résultat global consolidé**

En milliers d'euros	Annexe	Exercice clos au 31 décembre,	
		2015	2014
Résultat net de l'exercice		(20 617)	(26 272)
Autres éléments du résultat global			
Éléments susceptibles d'être reclassés en profit ou perte			
Écarts de conversion	A.5.23	(2 584)	(2 626)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en profit ou perte		(2 584)	(2 626)
Autres éléments du résultat global, net d'impôts		(2 584)	(2 626)
RESULTAT GLOBAL DU GROUPE ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES		(23 200)	(28 897)



2. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE

En milliers d'euros	Annexe	Au 31 décembre,	
		2015	2014
ACTIFS			
Actifs non courants		158 804	166 567
Immobilisations incorporelles et goodwill	5.13	98 567	105 204
Immobilisations corporelles	5.14	42 439	41 611
Autres actifs non courants	5.19	17 797	19 753
Actifs courants		116 383	52 967
Stocks	5.17	26 687	7 282
Clients et autres débiteurs	5.18	15 754	6 850
Autres actifs courants	5.19	31 374	9 366
Trésorerie, équivalents de trésorerie, dépôts à court terme et actifs financiers courants	5.20	42 567	29 468
Actifs destinés à la vente	5.21	-	7 982
TOTAL ACTIF		275 187	227 517
CAPITAUX PROPRES			
Capital et réserves attribuables aux actionnaires de la Société		144 335	124 444
Capital social	5.22	11 205	8 453
Primes d'émission et autres réserves réglementées	5.22	245 965	206 707
Report à nouveau et autres réserves	5.22	(92 219)	(64 444)
Résultat net de l'exercice		(20 617)	(26 272)
PASSIFS			
Passifs non courants		84 489	75 704
Emprunts	5.25	76 568	66 036
Passif d'impôt différé	5.10	112	103
Autres passifs non courants et provisions	5.28	7 810	9 564
Passifs courants		46 363	26 387
Emprunts	5.25	25 687	7 117
Fournisseurs et autres créditeurs	5.26	10 698	10 734
Passif d'impôt exigible		425	275
Dettes fiscales et sociales	5.27	6 889	5 398
Autres passifs courants et provisions	5.28	2 664	2 862
Passifs destinés à la vente	5.21	-	982
TOTAL PASSIF		130 852	103 073
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		275 187	227 517

**3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

En milliers d'euros	Annexe	Exercice clos au 31 décembre,	
		2015	2014
Flux de trésorerie générés par l'activité			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(20 617)	(26 272)
Dotations aux amortissements	5.13/5.14	11 442	12 359
Dépréciation/ perte de valeur sur immobilisations corporelles/incorporelles	5.13/5.14	-	4 095
Paielements fondés sur des actions	5.24	1 018	530
Impôt sur le résultat	5.10	238	334
Autres opérations sans incidence sur la trésorerie	5.29	2 829	(2 439)
Variations du besoin en fonds de roulement	5.29	(14 585)	(938)
Trésorerie absorbée par les opérations courantes	5.29	(19 674)	(12 332)
Intérêts payés	5.9	(4 506)	(2 227)
Impôts sur les résultats payés	5.10	(153)	(385)
Trésorerie nette absorbée par l'activité		(24 334)	(14 944)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions d'entreprises, trésorerie nette acquise	5.31	(22 181)	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5.14	(1 854)	(946)
Produits de cessions immobilisations	5.29	128	1 712
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	5.13	(792)	(2 792)
Acquisitions d'actifs financiers		-	(13 616)
Cessions d'actifs financiers		-	17 130
Participations dans les entreprises associées	5.15	(1 999)	-
Intérêts perçus		133	505
Trésorerie nette générée par/(absorbée par) les opérations d'investissement		(26 565)	1 993
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Produits provenant de l'émission d'actions ordinaires, net des coûts de transaction sur capitaux propres	5.22	42 010	8 632
Cession/(Acquisition) par la Société de ses propres actions		63	69
Nouveaux emprunts	5.25	26 472	1 656
Remboursement des emprunts	5.25	(4 350)	(5 083)
Trésorerie nette générée par les opérations de financement		64 195	5 274
Variation nette de trésorerie et équivalent de trésorerie			
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		28 857	36 509
Gains/(pertes) de change sur la trésorerie		(246)	25
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture de l'exercice	5.20	41 907	28 857
Trésorerie, équivalent de trésorerie et actifs financiers courants à la clôture de l'exercice		42 567	29 468

4. ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Annexe	Capital social	Primes d'émission et autres réserves réglementées	Report à nouveau et autres réserves	Résultat net de l'ensemble consolidé	Total Capitaux propres
Situation au 1er janvier 2014		8 206	198 322	(38 308)	(24 110)	144 111
Résultat net de l'ensemble consolidé		-	-	(2 626)	(26 272)	(28 897)
Affectation du résultat		-	-	(24 110)	24 110	-
Plan d'option d'achat d'actions destiné aux salariés:						
+ valeur des prestations des salariés	5.23	-	-	530	-	530
+ levée d'option de souscription d'actions	5.22 / 5.24	6	(6)	-	-	-
Actions propres	5.23			69	-	69
Émission d'actions ordinaires, mai et juin 2014	5.22	240	8 716	-	-	8 956
Coûts des transactions sur capitaux propres, net d'impôts	5.22	-	(325)	-	-	(325)
		246	8 385	(26 136)	(2 162)	(19 667)
Situation au 31 décembre 2014		8 453	206 707	(64 444)	(26 272)	124 444
Situation au 1er janvier 2015		8 453	206 707	(64 444)	(26 272)	124 444
Résultat net de l'ensemble consolidé		-	-	(2 584)	(20 617)	(23 200)
Affectation du résultat		-	-	(26 272)	26 272	-
Plan d'option d'achat d'actions destiné aux salariés:						
+ valeur des prestations des salariés	5.23	-	-	1 018	-	1 018
+ levée d'option de souscription d'actions	5.22 / 5.24	17	299	-	-	317
Actions propres	5.23	-	-	63	-	63
Émission d'actions ordinaires, février 2015	5.22	2 735	42 297	-	-	45 032
Coûts des transactions sur capitaux propres, net d'impôts	5.22	-	(3 338)	-	-	(3 338)
		2 752	39 258	(27 775)	5 655	19 891
Situation au 31 décembre 2015		11 205	245 965	(92 219)	(20 617)	144 335



5. ANNEXES AFFERENTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

5.1 Informations relatives au Groupe

Valneva SE et ses filiales est une société totalement intégrée spécialisée dans le développement, la production et la commercialisation de vaccins innovants et dont la mission est de protéger contre les maladies infectieuses via la médecine préventive.

Le Groupe s'attache à générer de la valeur grâce à des investissements ciblés en R&D sur des produits candidats prometteurs et une croissance de la contribution financière de ses produits commerciaux, avec pour objectif d'atteindre l'équilibre financier.

Le portefeuille de produits de Valneva inclut deux vaccins du voyageur : un contre l'encéphalite japonaise (IXIARO®/JESPECT®) et le second (DUKORAL®) dans la prévention du choléra ainsi que, pour certains pays, dans la prévention de la diarrhée du voyageur causée par l'ETEC (*Enterotoxigenic escherichia coli*). Le Groupe possède également des candidats vaccins contre le *Pseudomonas aeruginosa*, le *Clostridium difficile* et la Borréliose de Lyme. Divers partenariats avec les plus grandes sociétés pharmaceutiques, portant notamment sur des vaccins en cours de développement sur les plateformes technologiques innovantes de Valneva (la lignée cellulaire EB66®, l'adjuvant IC31®) viennent renforcer la position de valeur du groupe.

Valneva SE est une Société Européenne (Societas Europaea) régie par la législation française avec une structure à directoire et conseil de surveillance. Son siège social se trouve 70 rue Saint-Jean de Dieu à Lyon (69007). Valneva est cotée sur NYSE Euronext et à la bourse de Vienne.

5.1.1 Variations de périmètre pendant l'exercice

En janvier 2015, le Groupe et la société britannique BliNK Therapeutics Ltd ont créé BliNK Biomedical SAS. Valneva a apporté les actifs et passifs liés à la technologie VIVA|Screen® à la société BliNK Biomedical SAS. Valneva détient 48,22 % des actions de BliNK Biomedical SAS et ne contrôle pas la société, qui est gérée de manière indépendante par sa propre équipe de direction. La participation est par conséquent consolidée par mise en équivalence et la quote-part de résultat de Valneva est inscrite au compte de résultat sous une nouvelle rubrique intitulée « Résultat des participations dans les entreprises liées ».

En février 2015, la Société a finalisé l'acquisition de Crucell Sweden AB (par la suite renommée Valneva Sweden AB) incluant les activités de distribution de vaccins dans les pays Nordiques et de tous les actifs, licences et autorisations liés au vaccin DUKORAL®, un vaccin contre le choléra et la diarrhée du voyageur causée par certains types de l'ETEC (« Crucell Sweden »). L'acquisition comprenait les installations de production situées à Solna (Suède).

En mars 2015, la Société a créé Valneva Canada Inc. pour son activité de distribution de vaccins au Canada.

En octobre 2015, la Société a créé Valneva UK Ltd. pour son activité de distribution de vaccins au Royaume-Uni.

En septembre 2015, Valneva Austria GmbH a décidé de dissoudre sa filiale en propriété exclusive Elatos GmbH sans liquidation, par transmission universelle de son patrimoine à Valneva Austria GmbH avec effet rétroactif au 1er janvier 2015. Elatos GmbH a été radié du registre du commerce au 11 novembre 2015.

5.1.2 Liste des participations directes ou indirectes

Nom	Pays	Méthode de consolidation	Intérêts détenus au 31 décembre,	
			2015	2014
BLiNK Biomedical SAS	FR	Mise en équivalence	48.22%	-
Elatos GmbH	AT	Intégration globale	-	100%
Intercell USA, Inc.	US	Intégration globale	100%	100%
Vaccines Holdings Sweden AB	SE	Intégration globale	100%	100%
Valneva Austria GmbH	AT	Intégration globale	100%	100%
Valneva Canada Inc.	CA	Intégration globale	100%	-
Valneva Scotland Ltd.	UK	Intégration globale	100%	100%
Valneva Sweden AB	SE	Intégration globale	100%	-
Valneva Toyama Japan K.K	JP	Intégration globale	100%	100%
Valneva UK Ltd.	UK	Intégration globale	100%	-

La date d'arrêté des comptes consolidés est fixée au 31 décembre de chaque année. Valneva Sweden AB ayant été acquise en février 2015, cette entité a été incluse dans les résultats consolidés à compter du 9 février 2015.

La Société est immatriculée à Lyon où a été également maintenu l'établissement principal consacré aux programmes de découverte d'anticorps et ceci jusque fin 2014. Le site de Valneva SE à Nantes prend en charge les fonctions générales et administratives, et intègre les installations de R&D consacrées au développement de la lignée cellulaire EB66® et aux programmes de vaccins. La découverte d'anticorps basés sur la plateforme VIVAIScreen® a été relogée dans BLiNK Biomedical SAS à compter du 16 janvier 2015. Valneva Austria GmbH, à Vienne en Autriche, axe ses activités sur les vaccins ainsi que sur le développement d'activités au stade préclinique et clinique. Valneva Scotland Ltd., à Livingston au Royaume-Uni, gère les installations biologiques dédiées à la production du vaccin du Groupe contre l'encéphalite japonaise. Valneva Toyama Japan K.K, située à Toyama, au Japon, a été créée en 2011 dans le cadre de l'acquisition d'actifs faite auprès de la société japonaise SC World. Ses activités de R&D ont été arrêtées fin 2013. Vaccines Holdings Sweden AB (anciennement « Goldcup 10618 AB ») a principalement servi de société de portefeuille à l'appui de l'acquisition de Crucell Sweden AB, aujourd'hui Valneva Sweden AB, en février 2015 (cf. Annexe 5.31). L'activité de Valneva Sweden AB, située à Solna (Suède), est centrée sur la distribution des vaccins dans les pays nordiques, la gestion du site de production de Dukoral®, un vaccin contre le choléra et la diarrhée des voyageurs causée par certains types d'ETEC et les activités de R&D. Valneva USA Inc., Valneva Canada Inc. et UK Ltd. axent leurs efforts sur le marketing et la vente de vaccins dans leurs pays respectifs.

Les comptes consolidés ont été arrêtés le 18 mars 2016 par le directoire.

5.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Le 9 février 2015, la Société a finalisé l'acquisition des actifs de Crucell (cf. Annexe 5.31). En conséquence, les activités de Crucell ont été incluses dans les résultats consolidés du Groupe en



normes IFRS à compter de la date d'acquisition effective. Les résultats consolidés IFRS 2015 et 2014 ne sont donc pas entièrement comparables : les résultats des opérations Crucell 'étant inclus à compter du 9 février 2015.

Les chiffres Pro-forma comparés incluant les activités Crucell pour la totalité de l'exercice 2015 et excluant tout effet non récurrent lié à la fusion ont été préparés à titre informatif. Pour toute question concernant les hypothèses retenues et la réconciliation en IFRS, se référer à l'Annexe 5.33.

Les principales règles comptables mises en œuvre pour la préparation des présents états financiers consolidés sont décrites ci-après. Lesdites règles ont été systématiquement appliquées à l'ensemble des exercices présentés.

5.2.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés pour l'exercice 2015 ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), qui comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standards Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee), telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

L'établissement des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) adoptées par l'Union européenne implique d'avoir recours à un certain nombre d'estimations comptables déterminantes. La direction du Groupe est aussi amenée à exposer son appréciation pour l'application des règles comptables du Groupe. Les domaines exigeant un plus haut degré d'appréciation ou présentant une plus grande complexité, ou ceux dans lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence significative sur les états financiers consolidés, sont indiqués en Annexe 5.4.

Pour faciliter la présentation, les chiffres ont été arrondis et, lorsque que cela est précisé, mentionnés en milliers d'euros. Les calculs reposent toutefois sur des chiffres exacts. Par conséquent, la somme des chiffres d'une colonne d'un tableau peut différer de la valeur totale mentionnée dans la colonne.

5.2.2 Nouvelles normes et interprétations, révisées ou amendées

(a) Normes nouvelles et amendements adoptés par le Groupe

Normes/interprétations/amendements		Date d'entrée en vigueur	Effets attendus
IAS 19 – amendement	Améliorations annuelles (2011-2013) des IFRS	1 ^{er} jan 2015	Aucun impact significatif

Pour l'exercice 2015, il n'existe pas d'IFRS ou d'interprétation de l'IFRIC applicables pour la première fois sur l'exercice et susceptibles d'avoir une incidence significative sur le Groupe.

(b) Nouvelles normes, amendements et interprétations entrés en vigueur mais non applicables à l'exercice débutant le 1er janvier 2015 et non adoptés par anticipation.

Normes/interprétations/amendements		Date d'entrée en vigueur	Effets attendus
IAS 19 - amendement	Régimes à prestations définies: cotisations des membres du personnel	1 ^{er} fév 2015	Aucun
	Améliorations annuelles (2010-2012) des IFRS	1 ^{er} fév 2015	Aucun impact significatif

Normes/interprétations/amendements		Date d'entrée en vigueur	Effets attendus
IFRS 9	Instruments financiers : Classification et évaluation	1er jan. 2018	Modification des modalités de comptabilisation des variations de juste valeur des instruments financiers auparavant classés comme étant disponibles à la vente
IFRS 14	Comptes de report réglementaires	1er jan. 2016	Aucun
IFRS 15	Produits tirés de contrats avec les clients	1er jan. 2018	Impact devant être évalué
IFRS 10 / IFRS 12 / IAS 28 amendement	Entités d'investissement : Application de l'exemption de consolidation	1er jan. 2016	Aucun
IAS 1 amendement	Initiative sur les informations à fournir	1er jan. 2016	Aucun impact significatif
IAS 27 amendement	Méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels	1er jan. 2016	Aucun
IFRS 10 / IAS 28 amendement	Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise	Différé indéfiniment	Aucun
IAS 16 / IAS 41 amendement	Actifs biologiques producteurs	1er jan. 2016	Aucun
IAS 16 / IAS 38 amendement	Clarification sur les modes d'amortissement acceptables	1er jan. 2016	Aucun
IFRS 11 amendement	Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des coentreprises	1er jan. 2016	Aucun
	Améliorations annuelles (2012-2014) des IFRS	1er jan. 2016	Aucun impact significatif

Il n'existe pas d'autres normes IFRS ou interprétations de l'IFRIC non encore entrées en vigueur susceptibles d'avoir des effets significatifs sur le Groupe.

5.2.3 Principes de Consolidation

Filiales

Les filiales désignent toute entité contrôlée par la Société. La Société contrôle une entité lorsqu'il est exposé à, ou à des droits sur, des retours variables sur son investissement dans ladite entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces retours via les pouvoirs qu'il détient sur cette entité. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date de prise de contrôle. Elles sont déconsolidées à la date à laquelle ce contrôle cesse.

Le Groupe applique la méthode dite d'acquisition pour la comptabilisation des groupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition de la filiale représente la juste valeur des actifs transférés, des passifs repris et des parts sociales émises par la Société. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tous les actifs et passifs résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts associés à l'acquisition, autres que ceux relatifs à l'émission de titres d'emprunt ou de capitaux propres, sont passés en charge au moment de leur engagement. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels identifiables repris lors d'un



regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'excédent de contrepartie transférée sur la juste valeur de la part de la Société dans les actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme goodwill. Si la juste valeur des actifs nets de la filiale acquise excède la contrepartie, la différence est comptabilisée directement dans le compte de résultat comme profit résultant de l'acquisition à des conditions avantageuses.

Les transactions intra-groupe, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés.

5.2.4 Information sectorielle

Les secteurs d'activités présentés sont cohérents avec ceux utilisés dans le reporting interne fourni au principal décideur opérationnel. Le Groupe considère que le directoire est le principal décideur opérationnel. Le directoire examine régulièrement les résultats opérationnels consolidés afin de prendre des décisions sur les ressources et évaluer la performance globale du Groupe.

Le directoire utilise principalement la mesure du bénéfice ajusté avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA, cf. Annexe 5.12) pour évaluer la performance des secteurs d'exploitation. Cependant, le directoire est également informé des revenus des secteurs sur une base mensuelle.

Pour plus d'informations, voir Annexe 5.5.

5.2.5 Conversion des devises étrangères

(a) Devise fonctionnelle et de présentation

Les éléments figurant dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont enregistrés dans la devise de l'environnement économique dans lequel l'entité exerce principalement ses activités (devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, devise fonctionnelle et de reporting du Groupe.

(b) Transactions et soldes

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la devise fonctionnelle en utilisant les taux applicables à la date des transactions. Les gains et pertes de change générés par le règlement de ces transactions et par la conversion, aux taux de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont constatés en compte de résultat.

Les variations de la juste valeur des actifs monétaires libellés en monnaies étrangères et classés comme « disponibles à la vente » sont considérées comme des écarts de conversion résultant des variations du coût amorti de ces actifs et autres variations de leur valeur comptable. Les différences de change liées à des variations du coût amorti sont comptabilisées en résultat. Les autres variations de la valeur comptable sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et sont incluses dans les autres réserves.

(c) Filiales

La situation et les états financiers de toutes les filiales (aucune d'entre elles n'ayant la devise d'une économie hyper-inflationniste) qui ont une devise fonctionnelle différente de la devise de présentation sont convertis dans la devise de présentation comme suit :

- (i) les actifs et les passifs de chaque bilan présenté sont convertis au taux de change applicable à la date de clôture ;
- (ii) les produits et les charges de chaque compte de résultats sont convertis au taux de change mensuel moyen (à moins que ce taux moyen ne corresponde pas à une approximation raisonnable des effets cumulés des taux en vigueur aux dates de transaction, auquel cas les produits et les charges sont convertis à la date des transactions) ; et

- (iii) les différences de change qui en résultent sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et figurent au poste « autres réserves ».

Lors de la cession de tout ou partie d'une entité étrangère, les écarts de change constatés en capitaux propres sont repris en résultat et pris en compte dans la détermination de la plus ou moins-value de cession.

5.2.6 Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés lorsqu'il est estimé que les avantages économiques reviendront à le Groupe et que le montant des produits ainsi que des charges supportées au titre de la transaction peuvent être mesurés de manière fiable. Les produits comprennent la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour la vente de biens dans le cadre des activités courantes de la Société du Groupe, l'octroi des licences et des options sur licences, la commercialisation de droits ou l'obtention de redevances, ainsi que pour les services fournis en collaboration avec ou au nom de titulaires de licences, partenaires ou clients liés par des contrats commerciaux, et les subventions accordées par les pouvoirs publics et organisations non gouvernementales pour financer les activités de recherche agréées. Le chiffre d'affaires est présenté net de taxe sur la valeur ajoutée, rabais et escomptes, et après élimination des ventes intra-groupe. Le Groupe fonde ses estimations sur ses résultats passés en prenant en compte le type de client et de transaction ainsi que les particularités de chaque contrat. Les produits sont comptabilisés comme suit :

(a) Ventes de produits

Les produits provenant de la vente de marchandises sont comptabilisés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, en principe au moment de la livraison. La livraison a lieu dès lors que les produits ont été expédiés sur le lieu spécifié, que le risque d'obsolescence et de perte a été transféré et que le Groupe a obtenu la preuve objective que tous les critères d'acceptation sont satisfaits. Lorsque les biens sont vendus via un distributeur et que la contrepartie de la vente consiste en une partie fixe et une partie variable, due lors de la réalisation de la vente par le distributeur au consommateur final, la partie fixe est comptabilisée au moment de la livraison des produits par le Groupe au distributeur, le distributeur pouvant discrétionnairement choisir les canaux et prix de vente des produits et ne pouvant s'abriter derrière aucune obligation non remplie pour refuser les produits. La partie variable de ladite contrepartie est comptabilisée dès que le distributeur réalise la vente sur le marché et que toutes les conditions sont remplies pour que le Groupe puisse percevoir la partie variable. Le Groupe ne propose pas de programmes de fidélisation. Le produit de la vente se calcule à partir du prix précisé dans le contrat de vente, déduction faite des rabais de volume et provisions pour retours estimés au moment de la vente. L'expérience acquise permet d'estimer et de prévoir les rabais et retours.

(b) Produits des coopérations, licences et services

Le Groupe génère des revenus grâce aux contrats de collaboration et de licence conclus pour ses candidats vaccins et ses propres technologies. Les dispositions desdits contrats prévoient la perception de paiements initiaux, de paiements annuels de maintien des droits, de paiements à la réalisation d'objectifs, ainsi que de paiements pour options de licences et pour la prestation de services de recherche. De plus, les contrats de collaboration et de licence prévoient généralement la perception de royalties sur les ventes futures de produits développés dans le cadre du contrat de licence.

Pour certains contrats, le Groupe assume toute une série d'obligations d'exécution telles que l'octroi de licences et de droits de commercialisation, la fourniture de produits ou de matériel et/ou la prestation de services de recherche. Si la juste valeur des éléments composant de tels contrats peut être déterminée de manière fiable, les produits afférents à chacun de ces éléments sont enregistrés

séparément. S'il n'est pas possible de déterminer la juste valeur de chacun des éléments d'un contrat et qu'aucun élément en particulier ne peut être considéré comme plus significatif qu'un autre, les produits y afférents sont comptabilisés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur toute la durée d'exécution du contrat.

Le Groupe comptabilise les paiements initiaux perçus au titre des contrats de licence non résiliables qui permettent au titulaire de la licence d'exploiter librement les droits de propriété intellectuelle sous licence lorsque de tels droits sont assignés avec délivrance conjointe de savoir-faire. Les droits de licence non remboursables supplémentaires, à percevoir au moment de la réalisation de certains objectifs, sont comptabilisés en produits lorsque lesdits objectifs sont atteints.

Pour certains contrats, le Groupe perçoit des paiements initiaux non remboursables pour l'octroi d'options de licences qui permettent au titulaire d'obtenir, au moment de la levée de l'option, une licence sur des droits de propriété intellectuelle particuliers à des conditions prédéterminées. De telles primes d'option sont différées et amorties sur la période d'exécution du contrat sans qu'elles soient considérées comme génératrices d'actifs ou passifs financiers.

Les paiements reçus en contrepartie des prestations de service de recherche réalisées sont comptabilisés en produits lorsque lesdits services ont été rendus et que le recouvrement de la créance correspondante semble probable. Les paiements initiaux et d'objectifs perçus sur la prestation future de services de recherche sont différés et comptabilisés au moment de la prestation dudit service de recherche. Les paiements d'objectifs non remboursables pour des services de recherche déjà rendus sont comptabilisés en produits au moment de leur perception.

(c) Subventions

Les subventions versées par les pouvoirs publics et organisations non gouvernementales sont comptabilisées à leur juste valeur lorsque leur perception par le Groupe, ainsi que le respect par cette dernière de l'ensemble des conditions posées, sont raisonnablement envisageables.

Les subventions attribuées au titre du remboursement de dépenses relatives à des programmes de Recherche & Développement agréés sont comptabilisées en produits lorsque lesdites dépenses ont été engagées et que la perception desdits fonds est raisonnablement envisageable. Les versements d'acomptes sur lesdites subventions sont différés et reconnus en produit au moment où les conditions susmentionnées sont remplies.

Les subventions accordées par les pouvoirs publics pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont enregistrées en passifs non courants en qualité de subventions publiques différées et créditées au compte de résultat selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie estimée des actifs correspondants.

Les crédits d'impôt au titre de la Recherche & Développement accordés par les autorités fiscales sont comptabilisés en tant que subventions en application de l'IAS 20. Par conséquent, la part de crédit impôt recherche couvrant des dépenses d'exploitation est enregistrée au compte de résultat à la rubrique « Subventions » sous « Chiffre d'affaires et Subventions », et celle couvrant des dépenses de développement capitalisées est prise en compte à la rubrique « Actifs incorporels » en diminution des actifs concernés.

(d) Intérêts reçus

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés au prorata temporis selon le taux d'intérêt effectif.

5.2.7 Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels une partie importante des risques et avantages liés à la propriété sont conservés par le bailleur sont classés en tant que contrats de location simple. Les

paiements au titre des contrats de location simple (nets des éventuels avantages reçus du bailleur) sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Le Groupe loue certaines immobilisations corporelles. Les contrats de location portant sur des immobilisations corporelles pour lesquels, en grande partie, le Groupe supporte tous les risques et bénéfices de tous les avantages liés à la propriété sont classés en tant que contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont initialement comptabilisés au montant le plus faible de la juste valeur du bien loué ou de la valeur actuelle des loyers minimaux.

Chaque paiement effectué au titre du contrat de location est ventilé entre le passif et les charges financières de manière à obtenir un taux constant sur le solde de financement afférent. Les obligations au titre de la location, nettes de charges financières, sont comptabilisées en emprunts. La partie d'intérêts de la charge financière est portée au compte de résultat sur la durée de la location, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période ("méthode du taux d'intérêt effectif"). Les immobilisations corporelles acquises au moyen de contrats de location-financement sont amorties sur la durée de vie d'utilisation de l'actif concerné.

5.2.8 Immobilisations incorporelles

(a) Logiciels informatiques

Les licences sur logiciels informatiques acquises sont inscrites à l'actif sur la base des coûts engagés pour acquérir et mettre en service le logiciel considéré. Les coûts y afférents sont amortis par application de la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, généralement entre trois et cinq ans.

Les coûts associés au développement et à l'entretien des logiciels informatiques sont comptabilisés en charge au moment de leur réalisation.

(b) Technologies R&D acquises et projets de Recherche & Développement

Les technologies R&D acquises sont capitalisées. L'amortissement de l'actif incorporel correspondant, sur sa durée d'utilité, débute lorsque le produit a été intégralement développé et est prêt à être utilisé. Les coûts correspondants sont amortis par application de la méthode linéaire sur leur durée de vie. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique. Tant que leur durée d'utilité reste indéterminée, les projets de Recherche & Développement en cours sont soumis à un test annuel de dépréciation et comptabilisés à leur coût engagés, déduction faite des pertes de valeur cumulées. De plus, les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée, de même que ceux amortis sont soumis à un test de dépréciation dès que des événements ou changements de situation peuvent mettre en évidence que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les technologies R&D acquises, de même que les projets R&D sont amortis sur une période variant entre 5 et 18 ans.

(c) Coûts de développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges au moment de leur engagement. Les dépenses de développement engagées sur des projets cliniques (liés à la conception et à l'essai de nouveaux produits ou de produits améliorés de manière significative) sont enregistrées en immobilisations incorporelles si elles répondent aux critères suivants :

- (i) il est techniquement possible d'achever l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- (ii) la direction entend achever l'immobilisation incorporelle pour sa mise en service ou sa vente ;
- (iii) la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (iv) il est possible de démontrer de quelle manière l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;



- (v) des ressources techniques, financières et/ou d'autres ressources sont disponibles pour achever le développement et mettre en service l'immobilisation incorporelle ; et
- (vi) les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement peuvent être déterminées de manière fiable.

Les dépenses de développement qui ne remplissent pas l'ensemble des critères susmentionnés sont comptabilisées en charge au moment de leur engagement. Les coûts de développement ayant été préalablement comptabilisés en charge ne sont pas comptabilisés en actif lors d'une période ultérieure. Les coûts de développement capitalisés sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis à partir du moment où l'immobilisation est prête à être mise en service, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur sa durée de vie d'utilisation, en principe entre 10 et 15 ans.

5.2.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent essentiellement des installations de production, des améliorations locatives effectuées au sein de bureaux loués et des laboratoires. L'ensemble des immobilisations corporelles figurent à leur coût historique déduction faite des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant applicables. Le coût historique comprend les charges directement attribuables à l'acquisition des éléments concernés.

Des coûts ultérieurs sont intégrés à la valeur comptable de l'actif ou constatés comme actif séparé, selon le cas, uniquement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet élément reviendront au Groupe et que le coût de cet élément peut être évalué de manière fiable. Tous les autres coûts de réparation et d'entretien sont portés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

Les immobilisations corporelles incluent des machines nécessitant une validation préalable à son utilisation opérationnelle. Les coûts de ces opérations de validation sont capitalisés avec le coût de l'actif correspondant. La quote-part des coûts de validation au-delà de coûts de validation habituellement requis est immédiatement comptabilisée en charge. Les coûts de validation habituels sont capitalisés à l'actif et amortis sur la durée de vie restante de l'actif ou jusqu'à la date normalement prévue pour la prochaine validation.

L'amortissement des actifs est opéré en appliquant la méthode de l'amortissement linéaire de manière à imputer leur coût sur leur valeur résiduelle, en fonction de leur durée d'utilité estimée, comme suit :

+ immeubles, agencements	5 et 40 ans
+ machines, équipement de laboratoire	2 et 15 ans
+ mobilier, installations et équipement de bureau	4 et 10 ans
+ matériel informatique	3 et 5 ans

Les valeurs résiduelles des actifs et leur durée d'utilité sont examinées - et ajustées au besoin - à la date de clôture.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif est immédiatement ramenée à sa valeur recouvrable.

Les plus-values et moins-values de cession sont déterminées en comparant le produit de la cession à la valeur nette comptable du bien. Les plus-values et moins-values sont reportées au compte de résultat.

5.2.10 Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs qui ont une durée d'utilité indéterminée, comme la technologie et les projets de R&D acquis et les projets de développement capitalisés qui ne sont pas prêts à être utilisés, ne font pas l'objet d'un amortissement et subissent chaque année un test de dépréciation. De plus, les actifs ayant une

durée d'utilité indéterminée, de même que ceux amortis sont soumis à un test de dépréciation dès que des événements ou changements de situation font penser que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est prise en compte pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable, lorsque cette dernière est inférieure. La valeur recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé de sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour évaluer le montant de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas générant des flux de trésorerie identifiables (unités génératrices de trésorerie). Les actifs non financiers, autres que le goodwill, qui ont subi une perte de valeur sont réexaminés à chaque date de clôture pour une éventuelle reprise de perte de valeur.

5.2.11 Entités mises en équivalence

Une entreprise associée (ou affiliée) est une entité dans laquelle la Société exerce une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

Les résultats, actifs et passifs des entreprises associées sont comptabilisés dans ces états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence, sauf lorsque la participation ou une partie de celle-ci est comptabilisée comme un actif détenu en vue de la vente selon IFRS 5. Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée dans les états consolidés au coût d'acquisition des titres, puis ajustée pour reconnaître la part de gain ou de perte de la Société et autre éléments du résultat global de l'entreprise associée. Lorsque la quote-part de la Société dans les pertes d'une entreprise associée excède sa participation dans cette entreprise (qui inclut toute part d'intérêt à long terme qui, en substance, constitue une part de sa participation nette dans l'entreprise associée), la Société cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir. Toute autre perte n'est constatée que si la Société a encouru des obligations légales ou implicites ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Les dispositions des IAS 39 sont appliquées pour déterminer s'il est nécessaire de comptabiliser une perte de valeur au titre de la participation de la Société dans l'entreprise associée. Au besoin, la valeur comptable totale de la participation fait l'objet de tests de dépréciation à titre d'actif unique selon IAS 36, en comparant sa valeur recouvrable (la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente) à sa valeur comptable. Toute perte de valeur comptabilisée fait partie de la valeur comptable de la participation. Toute reprise de cette perte de valeur est comptabilisée selon IAS 36 dans la mesure où la valeur recouvrable de la participation augmente par la suite.

5.2.12 Actifs et passifs non courants destinés à être vendus ou abandonnés

Les actifs et passifs non courants sont reclassés en actifs ou passifs détenus à des fins de transactions quand leur valeur comptable est recouvrable principalement par le biais d'une vente et que cette dernière est hautement probable. Ces éléments sont évalués au montant le plus bas de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

5.2.13 Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils résultent de la mise à disposition directe par la Société de fonds, de biens ou de services à un créancier, sans intention de les négocier.

Ils sont inclus dans les actifs courants hormis ceux dont l'échéance est supérieure à 12 mois après la date de clôture, classés alors en actifs non courants. Les prêts et créances sont classés au bilan comme «créances commerciales et autres créances» (cf. Annexe 5.2.16).

5.2.14 Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date où ils sont contractés et sont réévalués par la suite à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Les techniques d'estimation utilisées pour établir les justes valeurs des actifs et des passifs sont basées sur des données observables et non observables. Les données observables reflètent les données aisément obtenues de sources indépendantes tandis que les données non observables reflètent les hypothèses du marché issues de la Direction.

Les justes valeurs des instruments qui sont cotés sur les marchés actifs sont déterminées en utilisant les cotations représentant des opérations de marché régulières et récentes. Le Groupe utilise aussi des techniques d'estimation pour établir la juste valeur des instruments pour lesquels les cotations sur les marchés actifs ne sont pas disponibles.

5.2.15 Stocks

Les stocks sont enregistrés au plus bas du prix de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts sont déterminés selon la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO) et en particulier selon la méthode du premier périmé, premier sorti (FEFO). Le coût des produits finis et des travaux en cours comprennent les matières premières, la main d'œuvre directe, les autres coûts directs et les frais généraux de production y afférents (sur la base d'une capacité opérationnelle normale), évalués aux coûts standards. Les différences entre les coûts réels et les coûts standards sont calculées à chaque période de clôture et affectées à la catégorie de stock correspondante afin qu'il n'y ait pas de différence entre les coûts réels et les coûts standards. Le coût de revient exclut les charges d'emprunts. La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des frais de vente variables applicables. Les provisions pour produits défectueux sont comprises dans la valeur des stocks.

5.2.16 Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur.

La valeur comptable de l'actif est réduite par utilisation d'un compte de provision. Lorsqu'une créance client est considérée comme n'étant plus recouvrable, elle est annulée en contrepartie de la reprise de la provision. Les recouvrements ultérieurs de montants préalablement extournés sont crédités en compte de résultat en contrepartie du compte de dépréciation. Les variations de la valeur comptable de la provision pour dépréciation sont reconnues en compte de résultat.

5.2.17 Trésorerie, équivalents de trésorerie et dépôts à court terme

La trésorerie comprend les disponibilités et les dépôts bancaires à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts à terme et les BMTN, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts. La trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restriction sont décrits, le cas échéant en Annexe 5.20.

5.2.18 Capital social, primes d'émission et autres réserves réglementées, report à nouveau et autres réserves et résultat net

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres.

Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission de nouvelles actions figurent en capitaux propres, en déduction du produit de l'émission, pour leur montant net d'impôts, si applicable.

Lorsque la Société rachète ses propres actions (actions propres), les sommes payées en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables à l'opération (net d'impôts le cas échéant), sont déduites du total des fonds propres attribuables aux actionnaires, jusqu'à ce que les actions soient annulées, réémises ou cédées de quelque manière que ce soit. Lorsque les actions susmentionnées sont cédées ou réémises, les fonds reçus, nets des éventuels coûts marginaux directement attribuables à la transaction et des incidences fiscales, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

Les gains et les pertes sur l'exercice sont intégralement compris dans le résultat net alors que les autres éléments du résultat affectent uniquement le report à nouveau et les autres réserves.

5.2.19 Fournisseurs

Le compte fournisseurs correspond aux obligations de payer pour des biens ou services ayant été acquis dans le cours normal de l'activité auprès de fournisseurs. Les comptes créditeurs sont classés en passifs courants si l'échéance du paiement est égale ou inférieure à un an. Les comptes fournisseurs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur. Les dettes fournisseurs à court terme sont ensuite évaluées à leur valeur de paiement.

5.2.20 Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, si celle-ci peut être déterminée, nets des coûts de transaction engagés. Les emprunts sont par la suite enregistrés au coût amorti. Toute différence entre les produits (nets des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est constatée en compte de résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont comptabilisés en passifs courants à moins que le Groupe ne dispose d'un droit inconditionnel lui permettant de différer le règlement du passif sur une période d'au moins 12 mois après la date de clôture.

5.2.21 Impôt sur le résultat, exigible et différé

La charge d'impôt sur le résultat correspond à la somme totale des impôts sur le résultat exigibles et différés. L'impôt sur le résultat est comptabilisé au compte de résultats à l'exception des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt est également comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, respectivement. L'impôt sur le résultat exigible est calculé sur la base des réglementations fiscales adoptées ou quasiment adoptées à la date de clôture dans les pays où les filiales de la Société exercent leurs activités et produisent des bénéfices imposables. La direction évalue périodiquement les positions prises dans le cadre des déclarations fiscales relatives aux situations pour lesquelles l'application de la réglementation fiscale est sujette à interprétation. Elle établit des provisions, selon le cas, sur la base des sommes que l'on prévoit de régler aux autorités fiscales.

L'impôt sur le résultat différé est calculé suivant la méthode du report variable sur les différences temporaires entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Toutefois, si l'impôt sur le résultat différé n'est pas pris en compte lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat imposable, il n'est alors pas comptabilisé. L'impôt sur le résultat différé est calculé sur la base des taux d'imposition (et réglementations fiscales) adoptés ou quasiment adoptés à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou l'obligation de règlement de l'impôt différé aura été remplie.

Les actifs d'impôt sur le résultat différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Des impôts sur le résultat différés sont constatés au titre des différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf lorsque le calendrier de renversement de ces différences temporelles est contrôlé par le Groupe et qu'il est probable que ce renversement n'interviendra pas dans un avenir proche.

5.2.22 Avantages au personnel

(a) Paiements fondés des actions

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

La Société gère plusieurs plans de rémunération en actions réglés en instruments de capitaux propres. La juste valeur dudit plan réglé en instruments de capitaux propres est comptabilisée en charge pour services rendus par les salariés en contrepartie de l'attribution des options. La charge totale constatée sur la période d'acquisition des droits est déterminée en se référant à la juste valeur de l'option octroyée, hors effet de conditions d'acquisition ne dépendant pas du marché. Les conditions d'acquisition des droits ne dépendant pas du marché sont prises en compte dans les hypothèses concernant le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le Groupe révisé annuellement ses estimations relatives au nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Il comptabilise, le cas échéant, l'incidence de la révision des estimations initiales au compte de résultat et procède à l'ajustement correspondant des capitaux propres.

Les produits perçus, nets des éventuels coûts directement attribuables à la transaction, sont crédités au capital (pour la valeur nominale des actions) et aux primes d'émission (pour le montant dépassant la valeur nominale) au moment où les options sont exercées.

(b) Régime de primes

Le Groupe comptabilise un passif et une charge pour les primes octroyées. Le Groupe comptabilise un passif lorsqu'il a assumé une obligation contractuelle ou que les usages ont créé une obligation implicite.

(c) Engagements envers les salariés

Certaines sociétés du Groupe peuvent verser à leurs salariés des indemnités lors de leur départ à la retraite.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées une fois par an selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Les calculs effectués se fondent essentiellement sur les hypothèses suivantes :

- + un taux d'actualisation ;
- + un taux d'augmentation des salaires ;
- + un taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes résultant des ajustements d'ancienneté et les changements d'hypothèses actuarielles sont débités ou crédités dans les capitaux propres et apparaissent dans le résultat global au titre de la période concernée.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont exigibles, le Groupe n'étant pas engagée au-delà des cotisations versées.

5.2.23 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable que le Groupe soit tenue de la régler, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation des dépenses nécessaires au règlement de l'obligation actuelle à la fin de la période de reporting, en prenant en compte les risques et incertitudes relatifs à l'obligation. Les provisions sont déterminées à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché sur la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à cette obligation. L'augmentation des provisions due à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges d'intérêts.

Les provisions ne sont pas comptabilisées au titre de pertes opérationnelles futures.

5.2.24 Revenus différés

Les revenus différés comprennent des paiements d'avance de partenaires de collaboration (essentiellement des paiements d'option) et des avances conditionnées dans le cadre de subventions. Ces versements perçus sont enregistrés en « autres passifs non-courants et provisions » et « autres passifs courants et provisions » en fonction de leur échéance.

5.3 Gestion des risques financiers

5.3.1 Facteurs de risques financiers

Les activités du Groupe l'exposent à toute une série de risques financiers : risques de marché (incluant le risque lié au change et celui lié au taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. La politique générale de gestion des risques financiers du Groupe est axée sur l'imprévisibilité des marchés financiers et cherche à minimiser les possibles effets contraires sur les performances financières du Groupe.

La gestion des risques financiers est assurée par le directeur financier, sous l'étroite supervision du directoire. Le directeur financier identifie, évalue et gère les risques financiers. Le directoire soumet régulièrement des rapports sur les systèmes de gestion de risques, incluant la gestion des risques financiers, au Comité d'audit du conseil de surveillance.

(a) Risques de marché

Risques liés aux différences de change

Le Groupe exerce ses activités à l'échelle internationale et est exposé au risque de change de plusieurs devises, particulièrement le dollar américain (« USD »), la livre britannique (« GBP »), la couronne suédoise (« SEK »), la couronne norvégienne (« NOK »), le dollar canadien (« CAD ») et le dollar australien (« AUD »), tandis que le risque de change d'autres devises, dont la couronne danoise, le franc suisse, le dollar néozélandais et le yen japonais, est relativement limité. Les risques de change peuvent être liés à des transactions commerciales futures, des actifs et passifs comptabilisés et des investissements réalisés dans des activités réalisées à l'étranger.

L'objectif du Groupe est de minimiser les incidences négatives potentielles des fluctuations de taux de change des devises, par exemple par la conversion monétaire de la trésorerie et des équivalents de trésorerie libellés en devise étrangère.

Le Groupe a réalisé certains investissements dans des opérations réalisées à l'étranger pour lesquels les actifs nets sont exposés au risque de conversion de devises.



Au 31 décembre 2015, si le dollar US avait baissé de 10 % par rapport à l'euro, toutes les autres variables restant constantes, le résultat avant impôts de l'exercice aurait été inférieur de 3 251 K€ (2 060 K€ en 2014), essentiellement du fait des gains de change sur la transaction d'emprunts et dettes fournisseurs libellés en dollars, en partie compensés par les effets négatifs des équivalents de trésorerie et créances clients. À la clôture de l'exercice 2015, le revenu s'est révélé être plus sensible aux variations du taux de change euro/dollar qu'il ne l'avait été en 2014, essentiellement du fait de l'augmentation du montant des emprunts et dettes fournisseurs libellés en dollars.

Au 31 décembre 2015, si la couronne suédoise avait baissé de 10 % par rapport à l'euro, toutes les autres variables restant constantes, le résultat avant impôts de l'exercice aurait été supérieur de 1 516 K€ (0 K€ en 2014), essentiellement du fait des pertes de change sur la transaction d'équivalents de trésorerie et créances clients libellés en couronnes suédoises, en partie compensées par les effets positifs des dettes fournisseurs.

Au 31 décembre 2015, si la livre sterling avait baissé de 10 % par rapport à l'euro, toutes les autres variables restant constantes, le résultat avant impôts de l'exercice aurait été supérieur de 446 K€ (261 K€ en 2014). À la clôture de l'exercice 2015, le revenu s'est révélé être plus sensible aux variations du taux de change euro/livre sterling qu'il ne l'avait été en 2014, essentiellement du fait de l'augmentation du montant des équivalents de trésorerie libellés en livres sterling.

Au 31 décembre 2015, si le dollar canadien avait baissé de 10 % par rapport à l'euro, toutes les autres variables restant constantes, le résultat avant impôts de l'exercice aurait été supérieur de 201 K€ (0 K€ en 2014), essentiellement du fait des pertes de change sur la transaction d'équivalents de trésorerie et créances clients libellés en dollars canadiens.

Au 31 décembre 2015, si le dollar australien avait baissé de 10 % par rapport à l'euro, toutes les autres variables restant constantes, le résultat avant impôts de l'exercice aurait été supérieur de 67 K€ (0 K€ en 2014), essentiellement du fait des pertes de change sur la transaction de créances clients libellés en dollars australien.

Au 31 décembre 2015, si la couronne norvégienne avait baissé de 10 % par rapport à l'euro, toutes les autres variables restant constantes, le résultat avant impôts de l'exercice aurait été inférieur de 36 K€ (0 K€ en 2014), essentiellement du fait des pertes de change sur la transaction de dettes fournisseurs libellées en couronnes norvégiennes, en partie compensées par les effets négatifs des créances clients.

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe est exposé à des risques de marché relatifs à ses opérations de couverture portant aussi bien sur ses liquidités, ses dettes à moyen et long terme et ses emprunts soumis à des taux d'intérêt variables.

Les emprunts à taux variable exposent le Groupe au risque de taux d'intérêt des flux de trésorerie, lequel est compensé par la trésorerie et les actifs financiers détenus à des taux variables. Au cours des exercices 2015 et 2014, les investissements du Groupe détenus à taux variable ainsi que les emprunts à taux variable ont été libellés en euros, en couronnes suédoises, en dollars et en livres britanniques.

Le Groupe analyse son exposition au risque de taux d'intérêt selon une approche dynamique. Se fondant sur cette approche, le Groupe évalue l'incidence d'une variation déterminée du taux d'intérêt sur son résultat. La même variation de taux d'intérêt est utilisée pour toutes les devises. Le calcul prend en compte les investissements dans des instruments financiers ainsi que les fonds déposés auprès d'établissements bancaires, soit les positions les plus génératrices d'intérêts. À la date de clôture, il a été calculé qu'une variation de taux de 0,25% sur le résultat avant impôts générerait une baisse ou une augmentation de 5K€ (2014: 36K€).

(b) Risque de crédit

Le Groupe est exposé au risque de crédit. Le Groupe détient des comptes bancaires, des liquidités et valeurs mobilières auprès d'établissements financiers très bien cotés. Afin de contrôler la qualité de crédit de ses partenaires financiers, le Groupe se fie aux cotations de crédit publiées par les agences de notation spécialisées telles que Standard & Poor's, Moody's, et Fitch. Le Groupe a mis en place des politiques destinées à limiter le montant d'exposition au risque de crédit auprès de chaque établissement financier. Le Groupe est également exposé au risque de crédit de ses clients et autres débiteurs, dans la mesure où les produits de collaborations, licences et services proviennent d'un petit nombre de transactions. Le Groupe a mis en place des politiques pour ne conclure des transactions qu'avec des contreparties bénéficiant de la meilleure réputation financière. Si les clients sont cotés de manière indépendante, cette cotation est également prise en compte. Si en revanche il n'est pas possible de se fonder sur une cotation indépendante, les services de gestion des risques évaluent la qualité de crédit du client en prenant en compte sa situation financière, son expérience passée ainsi que d'autres critères. En fonction de cotations internes ou externes et conformément aux limites posées par le directoire, les limites individuelles de risque sont établies. La qualité de crédit des actifs est précisée en Annexe 5.16.3.

(c) Risque de liquidité

Le Groupe est exposé au risque de liquidité résultant de l'arrivée à échéance de ses actifs financiers. De plus, les risques de liquidité résultent du fait que le flux de trésorerie opérationnel du Groupe est soumis à des variations au cours des exercices financiers. Par conséquent, une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver suffisamment de trésorerie, équivalents de trésorerie et dépôts à court terme afin de répondre aux besoins des opérations courantes et pouvoir dénouer des positions sur le marché. Certaines circonstances exceptionnelles sur les marchés financiers peuvent toutefois restreindre temporairement la possibilité de procéder à la liquidation de certains actifs financiers.

Le tableau ci-après analyse les passifs financiers du Groupe en les regroupant par échéance pertinente définie en fonction de la durée restant à courir entre la date de clôture et la date d'échéance contractuelle. Les montants figurant au tableau représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés.



Au 31 décembre 2014 En milliers d'euros	Moins d'un an	Comprise entre 1 et 3 ans	Comprise entre 3 et 5 ans	Sur 5 ans	Total
Emprunts (à l'exclusion des passifs liés aux contrats de location-financement) ¹	6 282	25 572	9 544	1 701	43 099
Passifs liés aux contrats de location-financement	836	1 693	1 722	25 804	30 054
Fournisseurs et autres créditeurs	10 734	-	-	-	10 734
Dettes fiscales et sociales ²	3 278	-	-	-	3 278
Autres passifs et provisions ³	23	-	178	9	210
	21 152	27 265	11 444	27 514	87 375
Au 31 décembre 2015 En milliers d'euros	Moins d'un an	Comprise entre 1 et 3 ans	Comprise entre 3 et 5 ans	Sur 5 ans	Total
Emprunts (à l'exclusion des passifs liés aux contrats de location-financement) ⁴	28 083	41 371	16 677	533	86 664
Passifs liés aux contrats de location-financement	978	1 956	1 956	25 186	30 076
Fournisseurs et autres créditeurs	10 698	-	-	-	10 698
Dettes fiscales et sociales ⁵	4 982	-	-	-	4 982
Autres passifs et provisions ⁶	26	-	178	47	251
	44 766	43 327	18 811	25 766	132 671

Les justes valeurs et valeurs comptables des emprunts du Groupe figurent en Annexe 5.25. Afin de gérer le risque de liquidité, le Groupe détient suffisamment de liquidité, équivalents de trésorerie et investissements à court terme.

¹ Les catégories ici présentées ont été déterminées en vertu de l'IAS 39. Pour la plupart d'entre eux, les contrats de location-financement n'entrent pas dans le champ de l'IAS 39 mais ils demeurent dans celui de l'IFRS 7. C'est la raison pour laquelle les contrats de location-financement sont présentés séparément.

² Les prestations sociales et autres taxes dues sont exclues du passif du bilan lié aux dettes fiscales et sociales, dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.

³ Les produits constatés et les provisions sont exclus des autres passifs et du solde des provisions, dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.

⁴ Les catégories ici présentées ont été déterminées en vertu de l'IAS 39. Pour la plupart d'entre eux, les contrats de location-financement n'entrent pas dans le champ de l'IAS 39 mais ils demeurent dans celui de l'IFRS 7. C'est la raison pour laquelle les contrats de location-financement sont présentés séparément.

⁵ Les prestations sociales et autres taxes dues sont exclues du passif du bilan lié aux dettes fiscales et sociales, dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.

⁶ Les produits constatés et les provisions sont exclus des autres passifs et du solde des provisions, dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.

5.3.2 Comptabilisation des activités de couverture

À la date de clôture, le Groupe est engagé dans des activités de couverture. Pour plus d'informations, voir Annexe 5.16.2.

5.3.3 Gestion du risque en matière de fonds propres

En ce qui concerne la gestion du risque en matière de fonds propres, l'objectif du Groupe est de préserver sa capacité à poursuivre ses activités afin de fournir des avantages à ses actionnaires et autres parties prenantes ainsi que maintenir une structure optimale du capital pour en réduire le coût. Le Groupe gère ses fonds de manière active pour assurer en premier lieu ses besoins en liquidité et la préservation de son capital tout en cherchant à en maximiser le rendement. Le Groupe a placé sa trésorerie et ses investissements à court terme dans différents établissements financiers. Afin de conserver ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut être amenée à émettre de nouvelles actions ou à céder des actifs afin de réduire sa dette.

En cohérence avec son stade de développement en tant que société biotechnologique générant pour l'heure moins de trésorerie du fait de la vente de ses produits que de dépenses en R&D, le Groupe s'appuie essentiellement sur le financement par capitaux propres et emprunt. Le capital social comprend les « capitaux propres » comme indiqué au bilan consolidé.

5.3.4 Estimation de la juste valeur

La valeur comptable, diminuée des provisions pour perte de valeur, des créances et dettes commerciales est considérée comme étant proche de leur juste valeur étant donné que ces instruments ont une échéance à relativement court terme.

5.4 Estimations et appréciations comptables déterminantes

Les estimations et appréciations sont révisées de façon continue et s'appuient, entre autres facteurs, sur l'expérience du passé et sur d'autres facteurs, notamment sur des anticipations d'événements futurs jugées raisonnables compte tenu des circonstances.

5.4.1 Estimations et hypothèses comptables déterminantes

Pour établir ses comptes la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La Direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur la valorisation des immobilisations incorporelles (durée d'amortissement des frais de développement capitalisés et des technologies acquises), des dettes vendeurs relatives au complément de prix de certains actifs acquis, la reconnaissance des revenus (pour les revenus de licence reconnus sur la période estimée de développement du projet, pour les produits de subvention évalués en fonction des coûts engagés comparés au budget), ainsi que la composante variable d'un emprunt auprès de Pharmakon, qui est comptabilisée sur la base des montants budgétisés des ventes futures. Par ailleurs, les estimations et appréciations significatives effectuées par la Société tiennent compte de l'affectation du prix d'acquisition pour les immobilisations corporelles, les installations et équipements, les stocks et autres passifs.

5.4.2 Appréciations comptables déterminantes dans l'application des règles comptables de l'entité

Comptabilisation des produits

Le Groupe génère des produits grâce aux contrats de collaboration et de licence conclus pour ses candidats produits et ses technologies propriétaires. De tels contrats prévoient en général diverses obligations d'exécution ainsi que des paiements calculés en fonction de divers éléments. La direction doit apprécier si, du point de vue du partenaire commercial, lesdits éléments d'un même contrat constituent une seule transaction ou bien des éléments identifiables séparément et, lorsqu'il s'agit d'appliquer les critères de comptabilisation des produits à chacun des éléments d'un contrat, déterminer la juste valeur de chacun des éléments composant ledit contrat.

5.5 Informations sectorielles

Les secteurs d'activité se décomposent comme suit :

- + « Vaccins commercialisés » (vaccins commercialisés, actuellement les vaccins JEV et DUKORAL® du Groupe, ainsi que les vaccins tiers distribués par l'intermédiaire de l'activité de distribution nordique nouvellement acquise) ;
- + « Technologies et services » (services et découvertes au stade de la commercialisation, c'est à dire générant des revenus grâce à des accords de collaborations, de services et de licences, incluant EB66® et IC31®) ;
- + « Candidats vaccins » (programmes de Recherche & Développement pharmaceutiques visant à créer de nouveaux produits susceptibles d'être approuvés et de pouvoir générer des flux de trésorerie futurs au travers de leur commercialisation ou par le biais de partenariats avec des sociétés pharmaceutiques).

5.5.1 Agrégats au compte de résultat par segment :

Compte de résultat par secteurs pour les douze mois clos au 31 décembre 2014 :

En milliers d'Euros	Vaccins commerca lisés	Techno- logies et services	Candidats vaccins	Frais de structure	Total
Chiffre d'affaires et Subventions	28 289	5 067	9 072	-	42 429
Coût des produits et des services	(15 565)	(1 578)	-	-	(17 144)
Frais de Recherche & Développement	(3 749)	(4 231)	(14 262)	-	(22 242)
Frais de distribution et de marketing	(1 193)	(874)	-	-	(2 067)
Frais généraux et administratifs	-	-	-	(12 074)	(12 074)
Autres produits et charges opérationnels, net	-	-	-	(395)	(395)
Dotation aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles/incorporelles	(6 637)	(5 686)	-	-	(12 323)
Résultat opérationnel	1 144	(7 302)	(5 190)	(12 469)	(23 817)



Produits financiers/charges financières et impôt sur les résultats	-	-	-	(2 455)	(2 455)
Résultat des activités poursuivies	1 144	(7 302)	(5 190)	(14 924)	(26 272)

Compte de résultat par secteurs pour les douze mois clos au 31 décembre 2015 :

En milliers d'Euros	Vaccins commercialisés	Technologies et services	Candidats vaccins	Frais de structure	Total
Chiffre d'affaires et Subventions	62 052	12 591	8 691	-	83 335
Coût des produits et des services	(41 943)	(5 020)	-	-	(46 963)
Frais de Recherche & Développement	(3 273)	(2 299)	(19 794)	-	(25 365)
Frais de distribution et de marketing	(8 390)	(629)	(102)	-	(9 121)
Frais généraux et administratifs	-	-	-	(14 394)	(14 394)
Autres produits et charges opérationnels, net	-	-	-	(152)	(152)
Dotation aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles/incorporelles	(6 712)	(561)	-	-	(7 273)
Résultat opérationnel	1 735	4 081	(11 204)	(14 546)	(19 934)
Produits financiers/charges financières, Résultat des participations dans les entreprises liées, Profit résultant de l'acquisition à conditions avantageuses et impôt sur les résultats	-	-	-	(683)	(683)
Résultat des activités poursuivies	1 735	4 081	(11 204)	(15 229)	(20 617)

5.5.2 Segments géographiques

Pour la présentation des informations basées sur la segmentation géographique, on identifie les produits des segments en fonction du lieu final de vente des produits par le distributeur partenaire ou du lieu où se situe le client/partenaire. Les actifs sectoriels sont identifiés en fonction de la localisation géographique des ces actifs.

**Chiffre d'affaires et Subventions par segment géographique**

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
France	3 768	4 845
Europe hors France	39 147	16 844
Amérique du nord	33 933	19 160
Autres	6 486	1 580
Produits	83 335	42 429

Actifs non courants par segment géographique

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
France	7 050	7 833
Europe hors France	133 194	138 269
Amérique du nord	763	712
Autres	-	-
Actifs non courants	141 007	146 814

Aux fins des présentes, les actifs non courants sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles.

5.5.3 Informations relatives aux principaux clients

La vente de produits au principal client a généré 30,309 K€ (27,781 K€ en 2014). Les produits provenant des contrats de collaboration et de licence conclus avec les deux principaux clients s'élèvent respectivement à 5,014 K€ (5,054 K€ en 2014) et 4,626 K€ (€1,328 K€ en 2014).



5.6 Charges par nature

Les coûts générés par la vente de produits et services, les dépenses de Recherche & Développement, les frais de distribution et de marketing, les frais généraux et administratifs ainsi que la dotation aux amortissements et dépréciations comprennent les éléments suivants, classés par nature de coût :

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Honoraires et autres prestations de services	22 251	14 662
Charges de personnel (Annexe 5.7)	33 651	21 864
Amortissements et provisions	11 442	12 359
Dépréciations	-	4 095
Coûts d'énergie et d'entretien des bâtiments	7 166	3 244
Matières premières et consommables utilisés	2 036	2 060
Coûts des fournitures de bureaux et d'informatique	1 434	677
Frais de déplacement et de transport	1 120	762
Coûts de publicité	1 763	25
Droits de licence et redevances	2 173	3 836
Autres charges	357	134
Sommes capitalisées en coûts de développement et variation du stock	19 724	2 133
Coûts des produits et services, frais de Recherche & Développement, frais de distribution et de marketing, frais généraux et administratifs, et dotation aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles/incorporelles	103 116	65 851



Honoraires facturés au Groupe par les Commissaires aux Comptes et autres membres de leur réseau:

En milliers d'euros hors TVA	Exercice clos au 31 décembre,		Exercice clos au 31 décembre,	
	2015		2014	
	PwC	Deloitte & Associés	PwC	Deloitte & Associés
Audit				
Commissariat aux comptes				
+ Valneva SE	81	82	111	114
+ Filiales consolidées par intégration globale	113	44	53	44
Diligences de vérification réalisées dans le cadre de l'émission d'actions ordinaires en Février 2015	36	37	78	66
Autres diligences et prestations de services directement liées aux obligations des Commissaires aux Comptes				
+ Valneva SE	21	8	-	4
+ Filiales consolidées par intégration globale	19	-	17	16
Sous total audit	270	171	258	245
Autres prestations				
Juridique, fiscal, social				
+ Valneva SE	-	-	-	-
+ Filiales consolidées par intégration globale	37	152	-	-
Autres diligences directement liées	-	-	-	-
Missions Accessoires	-	1	-	-
Sous total autres prestations de services	37	153	-	-
Honoraires facturés par les Commissaires aux Comptes et autres membres de leur réseau	307	324	258	245

5.7 Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les éléments suivants :

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Salaires	23 705	16 483
Cotisations sociales	7 557	4 236
Formation	542	292
Charges liées au paiement sur base d'actions au personnel et membres de la direction	1 018	528
Autres avantages accordés au personnel	830	325
Charges des avantages accordés au personnel	33 651	21 864

En 2015, l'effectif du Groupe a été en moyenne sur l'ensemble de l'année de 390 salariés (275 salariés en 2014).

5.8 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits, nets d'autres charges, incluent les éléments suivants :

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Impôts, droits de douane, redevances et taxes autres que l'impôt sur le résultat	(116)	(258)
Gains/(pertes) sur cession d'immobilisations corporelles, net	29	(63)
Revenus/(charges) divers, net	(66)	(74)
Autres produits et charges opérationnels	(152)	(395)

5.9 Résultat financier

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Produits financiers		
+ Intérêts reçus sur dépôts bancaires	43	132
+ Intérêts reçus d'autres parties	3 053	93
+ Profits sur actifs/passifs financiers	-	48
+ Différences positives de change	1 977	1 999
	5 073	2 273
Charges financières		
+ Intérêts d'emprunts auprès des banques et pouvoirs publics	(148)	(190)
+ Intérêts financiers sur autres emprunts	(9 569)	(4 204)
	(9 716)	(4 394)
Résultat financier	(4 643)	(2 121)



Le Groupe a bénéficié de l'aide apportée par les pouvoirs publics pour la négociation de facilités d'emprunt dont le Groupe n'aurait pas pu bénéficier autrement. L'aide en question inclut l'octroi de garanties sur l'encours des sommes dues. Pour plus d'information, voir Annexe 5.25.

5.10 Impôt sur les résultats

5.10.1 Impôt sur les résultats

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé.

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Impôt exigible	(549)	(315)
Impôt différé	325	(19)
Impôt sur les résultats	(224)	(334)

Les réconciliations d'impôt des entités individuelles - préparées sur la base des taux d'imposition applicables dans chaque pays et en prenant en compte les procédures de consolidation - ont été résumées dans le tableau de réconciliation ci-après. La charge fiscale estimée a été réconciliée avec la charge fiscale effective communiquée.

La charge d'impôts sur les résultats avant impôts de la Société diffère du montant théorique qui serait obtenu en utilisant le taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéfices des sociétés consolidées, comme suit :

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Résultat avant impôt sur les bénéfices	(20 393)	(25 938)
Impôt calculé en fonction du taux d'imposition national applicable aux bénéfices dans les différents pays concernés	6 919	7 650
Produits non assujettis à l'impôt	5 085	1 828
Charges non déductibles fiscalement	(5 350)	(1 602)
Actif fiscal différé non comptabilisé	(6 721)	(8 163)
Revenu estimé	(117)	-
Ajustements par rapport aux exercices précédents	6	(20)
Effet du changement de taux d'imposition applicable	5	2
Variations de change	(21)	(4)
Impôt sur le bénéfice des exercices antérieurs	(22)	
Imposition forfaitaire	(2)	(3)
Retenue à la source	(7)	(23)
Impôt sur les résultats	(224)	(334)

Compte tenu des pertes enregistrées, le taux de charge effectif de l'impôt n'est pas présenté.

5.10.2 Impôt différé

Au 31 Décembre 2015, les impôts différés actifs d'un montant de 106 002 K€ (95 114 K€ en 2014) ne sont pas comptabilisés dans la mesure où il est peu probable de disposer de suffisamment de profits fiscaux futurs pour imputer une partie de ces pertes fiscales reportées.

Au 31 Décembre 2015 le Groupe a un report déficitaire de 433 078 K€ (422 023 K€ en 2014), dont 91 469 K€ proviennent de Valneva SE en France (81 169 K€ en 2014), 318 135 K€ proviennent de Valneva Austria GmbH (322 984 K€ en 2014), 20 180 K€ proviennent de Intercell USA, Inc aux U.S. (17 871 K€ en 2014), et 1 970 K€ proviennent de Valneva Sweden AB.

Les reports déficitaires n'ont pas de date d'expiration en Autriche, en France et en Suède alors que les pertes fiscales des entités basées aux U.S. vont commencer à expirer en 2023 si elles ne sont pas utilisées. Les montants correspondants sont les suivants :

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Impôts différés actifs		
+ Impôts différés actifs récupérables après plus de 12 mois	18 275	21 774
+ Impôts différés actifs récupérables dans les 12 mois	428	1 569
Total impôts différés actifs	18 703	23 343
Impôts différés passifs		
+ Impôts différés passifs récupérables après plus de 12 mois.	(18 457)	(23 259)
+ Impôts différés passifs récupérables dans les 12 mois	(357)	(187)
Total impôts différés passifs	(18 815)	(23 446)
Impôts différés, net	(112)	(103)

La variation brute des impôt différés est la suivante :

En milliers d'euros	2015	2014
Ouverture	(103)	(79)
Différences de change	(6)	(6)
Charge en compte de résultat	(2)	(18)
Clôture	(112)	(103)



Les impôts différés actifs et passifs sont affectés aux différents postes de bilan comme suit :

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Impôt différé actif généré par		
Report des pertes fiscales	118 888	115 015
Immobilisations	2 230	1 051
Emprunts	1 478	-
Autres postes	2 109	2 390
Non reconnaissance d'impôts différés actifs	(106 002)	(95 114)
Total impôts différés actifs	18 703	23 343
Impôt différé passif généré par		
Immobilisations	(526)	(526)
Immobilisations incorporelles	(18 130)	(22 780)
Autres postes	(159)	(140)
Total impôts différés passifs	(18 815)	(23 446)
Impôts différés, net	(112)	(103)

Le taux de l'impôt sur les résultats au Royaume-Uni a été réduit de 21 % à 20 % et sera de 19 % à compter du 1^{er} avril 2017. Les impôts différés actifs et passifs présentés ci-dessus au 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014 ont été ajustés pour tenir compte de ce changement de taux d'imposition.

Les impôts différés actifs correspondants ont été reconnus dans les entités où l'on a pu démontrer qu'un bénéfice imposable dégagé dans un futur proche serait suffisant pour absorber les pertes fiscales reportables.

5.11 Résultat par action

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exception des actions rachetées par la Société et détenues en tant qu'actions propres (Annexe 5.23).

	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Perte nette liée aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	(20 617)	(26 272)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	72 740 348	55 493 043
Résultat par action de base lié aux activités poursuivies (en euros par action)	(0,28)	(0,47)

Le résultat par action dilué équivaut au résultat par action de base dans la mesure où la conversion de toutes les actions potentielles dilutives (actions de préférence en circulation, options de souscription d'actions, actions gratuites, bons de souscription d'actions) (cf. Annexes 5.22 et 5.24) aurait comme incidence la diminution du résultat par action et n'est par conséquent pas traitée comme dilutive.

5.12 EBITDA

L'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) est calculé en excluant la dépréciation, l'amortissement et la dépréciation/perte de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles de la perte d'exploitation.

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Résultat d'exploitation	(19 934)	(23 817)
Dépréciation	4 437	3 861
Amortissement	7 005	8 498
Dépréciation / perte de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	4 095
EBITDA	(8 492)	(7 364)

5.13 Immobilisations incorporelles et goodwill

En milliers d'euros	Logiciels	Technologies et projets acquis	Dépenses de développement	Goodwill	Avances	Total
au 1er janvier 2014						
Valeur brute	2 334	131 800	13 617	350	1	148 102
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 036)	(10 776)	(9 887)	-	-	(22 699)
Valeur nette comptable	299	121 023	3 730	350	1	125 403
Exercice clos au 31 décembre 2014						
Valeur nette comptable à l'ouverture de l'exercice	299	121 023	3 730	350	1	125 403
Variation du taux de change des devises	8	340	20	-	-	367
Acquisitions	228	198	1 649	-	95	2 170
Reclassement	-	194	-	-	9	202
Cessions	-	(23)	63	(350)	-	(310)
Charge d'amortissement	(240)	(7 519)	(757)	-	-	(8 516)
Charge de dépréciation	-	(7 263)	-	-	-	(7 263)
Virement poste à poste Actifs destinés à être vendus	-	(6 816)	(33)	-	-	(6 849)
Valeur nette comptable à la clôture de l'exercice	294	100 134	4 672	-	105	105 204
au 31 décembre 2014						
Valeur brute	2 420	113 608	16 698	-	105	132 831
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 127)	(13 474)	(12 026)	-	-	(27 627)
Valeur nette comptable	294	100 134	4 672	-	105	105 204

En milliers d'euros	Logiciels	Technologies et projets acquis	Dépenses de développement	Goodwill	Avances	Total
Exercice clos au 31 décembre 2015						
Valeur nette comptable à l'ouverture de l'exercice	294	100 134	4 672	-	105	105 204
Variation du taux de change des devises	3	296	38	-	-	336
Regroupement d'entreprises (Annexe 5.31)	-	2	-	-	-	2
Acquisitions	136	83	337	-	65	622
Reclassement	105	-	-	-	(105)	-
Cessions	(2)	-	(62)	-	-	(64)
Charge d'amortissement	(220)	(6 494)	(818)	-	-	(7 532)
Charge de dépréciation	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable à la clôture de l'exercice	315	94 021	4 167	-	65	98 567
au 31 décembre 2015						
Valeur brute	2 591	117 811	10 511	-	65	130 979
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 277)	(23 791)	(6 344)	-	-	(32 412)
Valeur nette comptable	315	94 021	4 167	-	65	98 567

5.13.1 Immobilisations incorporelles significatives

Les immobilisations incorporelles sont principalement relatives aux projets de R&D, au vaccin contre l'encéphalite japonaise, à celui contre le *Pseudomonas* et en 2014, à la technologie VivalScreen®.

En 2014, la charge de dépréciation de 7 263 K€ concerne les technologies VivalScreen® et eMAB®. Cette charge a été compensée par l'allègement d'une dette financière dont les termes contractuels ont été renégociés dans le cadre de la restructuration de ces technologies.

5.13.2 Test de dépréciations

(a) Test de dépréciations des projets de Recherche & Développement en cours

Les valeurs comptables des projets de Recherche & Développement en cours capitalisés ont été évaluées annuellement pour tester leur dépréciation selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie, ajustée en fonction des risques. La Direction examine les performances des projets de recherche et de développement en cours. Les valeurs recouvrables de ces projets ont été déterminées sur la base de calculs de valeur d'usage.

Les calculs recourent aux flux de trésorerie après impôt prévisionnels ajustés en fonction des risques basés sur le modèle économique à long terme du Groupe en se fondant sur les meilleures estimations de la Direction quant aux probabilités de réussite desdits projets (ajustement en fonction des risques) et en appliquant un taux d'actualisation de 11,66 % à 11,83 % par an (9,15 % par an en 2014).

Le taux d'actualisation de 11,66 % à 11,83 % par an (9,15 % par an en 2014) est basé sur un taux sans risque de 1,58 % (1,59 % en 2014), une prime de risque de marché de 7,00 % (6,50 % en 2014), une prime de risque pays de 0,93 % à 1,16 % (0 % en 2014), un risque de change de 0,49 % à 0,52 % (0 % en 2014), une valeur beta de 1,44 (1,16 en 2014) et un ratio de fonds propres lié au groupe de référence.

Le modèle économique à long terme porte sur une période de 20 ans et prend par conséquent en compte l'ensemble des flux de trésorerie liés aux projets concernés, depuis leur phase de développement en passant par leur mise sur le marché et jusqu'à leur retrait du marché (cycle de vie du projet).

En 2014 et 2015 les projets de Recherche et Développement en cours n'ont pas donné lieu à dépréciation.

(b) Test de dépréciation pour les actifs destinés à la vente

En janvier 2015, BliNK Biomedical SAS, une société privée spécialisée dans la découverte d'anticorps monoclonaux innovants, a été créée, voir Annexe 5.15.

Par conséquent, les actifs et passifs de VivaScreen® ont été comptabilisés comme actifs et passifs destinés à la vente et évalués à la juste valeur diminuée des coûts de vente au 31 décembre 2014.

Dans le cadre de l'opération de scission de la technologie VivaScreen® dans BliNK Biomedical SAS en janvier 2015 la direction a décidé de stopper le développement de la technologie eMAB®. Comme il n'y avait pas d'utilisation en interne et pas de marché extérieur, la technologie a été évaluée à zéro.

La valeur des actifs incorporels liés aux technologies des activités anticorps de Valneva a ainsi été dépréciée de 4,095 K€ en 2014.

5.13.3 Sensibilité aux changements d'hypothèses

Les calculs afférents à la valeur actuelle nette sont les plus sensibles aux hypothèses suivantes :

- + taux d'actualisation
- + probabilité de réussite des projets
- + réduction des revenus / redevances prévus

Le calcul de la valeur actuelle nette est basé sur un taux d'actualisation de 11,66 % à 11,83 % (9,15 % en 2014). Une augmentation du taux d'actualisation de 2,70 % à 63,92 % entraînerait une perte de valeur (0,08 % à 9,23 % en 2014). Par ailleurs, une augmentation d'un point de ce taux d'actualisation ne conduirait à aucune perte de valeur supplémentaire (1,0 M€ en 2014).

Le résultat des projets de Recherche & Développement acquis est par essence incertain et le Groupe peut avoir à supporter des retards ou des échecs lors des essais cliniques. Le fait de ne pas parvenir à démontrer l'innocuité et l'efficacité de l'un des projets de Recherche & Développement acquis, en phase de développement clinique du candidat produit, aurait comme incidence la constatation d'une perte de valeur pour dépréciation. Le calcul de la valeur actuelle nette se fait par application d'un taux de réussite de 10% à 50% pour les projets acquis en phase de Recherche & Développement. L'application de la norme industrielle relative à la probabilité de réussite aux phases cliniques II/III et à la phase finale de dépôt ne conduit à aucune perte de valeur supplémentaire. Les hypothèses utilisées étaient celles d'une probabilité d'échec de 10 % à la phase finale de dépôt (risque pondéré de 2,5 %), d'un risque d'échec de 50 % en Phase III après réussite en Phase II (risque pondéré de 22,5 %) et d'un risque d'échec de 50 % en Phase II après réussite en Phase I (risque pondéré de 50 %).

Le calcul de la valeur actuelle nette est basé sur des hypothèses concernant la taille de marché et le volume de vente prévu résultant en des prévisions de valeurs de ventes ou de redevances. Une réduction des revenus ou redevances de 10 % ne conduirait à aucune perte de valeur supplémentaire. Une réduction des revenus / redevances prévus de 25,50 % à 48,47 % entraînerait une perte de valeur.

5.14 Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains, bâtiments, agencement	Équipement de production et de laboratoire	Matériel informatique	Mobilier, matériel de bureau	Immobilisations en cours	Total
au 1er janvier 2014						
Valeur brute	51 181	18 456	1 471	1 390	-	72 497
Amortissements et dépréciations cumulés	(10 941)	(14 379)	(1 327)	(782)	-	(27 430)
Valeur nette comptable	40 240	4 076	143	607	-	45 067
Exercice clos au 31 décembre 2014						
Valeur nette comptable à l'ouverture de l'exercice	40 240	4 076	143	607	-	45 067
Variation du taux de change des devises	287	70	5	11	-	372
Acquisitions	71	953	85	18	-	1 127
Reclassement	(9)	-	-	-	-	(9)
Cessions	-	(176)	(1)	(1)	-	(177)
Charge d'amortissement	(2 455)	(1 243)	(88)	(125)	-	(3 911)
Charge de dépréciation	-	(235)	-	-	-	(235)
Virement poste à poste Actifs destinés à être vendus	-	(560)	(12)	(52)	-	(623)
Valeur nette comptable	38 134	2 886	132	458	-	41 611
au 31 décembre 2014						
Valeur brute	51 899	18 072	1 386	1 305	-	72 661
Amortissements et dépréciations cumulés	(13 765)	(15 186)	(1 254)	(846)	-	(31 050)
Valeur nette comptable	38 134	2 886	132	458	-	41 611
Exercice clos au 31 décembre 2015						
Valeur nette comptable à l'ouverture de l'exercice	38 134	2 886	132	458	-	41 611
Variation du taux de change des devises	215	106	4	10	34	369
Regroupement d'entreprises (Annexe 5.31)	202	1 254	50	32	1 130	2 669
Acquisitions	56	985	93	106	540	1 780
Reclassement	38	655	-	2	(696)	-
Cessions	(19)	(23)	(1)	-	-	(43)
Charge d'amortissement	(2 297)	(1 412)	(96)	(140)	-	(3 945)
Charge de dépréciation	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable	36 329	4 452	182	469	1 009	42 439
au 31 décembre 2015						
Valeur brute	52 821	20 069	1 523	1 461	1 009	76 883
Amortissements et dépréciations cumulés	(16 492)	(15 618)	(1 341)	(992)	-	(34 443)
Valeur nette comptable	36 329	4 452	182	469	1 009	42 439

Les charges de dépréciation et d'amortissement ont été affectées aux dépenses de Recherche & Développement pour 1 346 K€ (1 384 K€ en 2014), aux frais de distribution et marketing pour 20 K€ (3 K€ en 2014) et aux frais généraux et administratifs pour 110 K€ (25 K€ en 2014).

Les contrats de location- simple sont enregistrés pour 2 170 K€ (365 K€ en 2014) au compte de résultat.

Les immobilisations corporelles prennent en compte les situations dans lesquelles le Groupe a la qualité de preneur à bail d'un contrat de location-financement, pour son immeuble de bureaux et de laboratoire de recherche à Vienne, et bénéficie d'une clause de renonciation au droit de résiliation sur une période de 15 ans ainsi que d'une option d'achat. Les montants pris en compte pour ces immobilisations sont les suivants:

En milliers d'euros	Terrains, bâtiments, agencement	Équipement de production et de laboratoire	Matériel informatique	Mobilier, matériel de bureau	Immobilisations en cours	Total
au 31 décembre 2015						
Valeur brute	34 795	-	-	-	-	34 795
Amortissement cumulé	(5 919)	-	-	-	-	(5 919)
Valeur nette comptable	28 876	-	-	-	-	28 876

5.15 Entités mises en équivalence

Les détails de l'entité associée du Groupe sont les suivants :

Nom de l'entité associée	Lieu d'activité	Méthode de mesure	% de détention au 31 décembre	
			2015	2014
BliNK Biomedical SAS	FR	Méthode de mise en équivalence	48,22%	-

En janvier 2015, Valneva et la société britannique BliNK Therapeutics Ltd ont créé BliNK Biomedical SAS, une société privée spécialisée dans la découverte d'anticorps monoclonaux innovants. Valneva a apporté les actifs et passifs liés à la technologie VIVA|Screen® à la société BliNK Biomedical SAS.

La création de BliNK Biomedical SAS permet à l'activité anticorps de Valneva d'acquérir la dimension et la visibilité nécessaires pour se développer dans de nouveaux domaines de découverte d'anticorps, autres que ceux des maladies infectieuses, et représentera ainsi une nouvelle opportunité d'investissement pour de futurs nouveaux actionnaires. Tandis que Valneva compte conserver une participation substantielle dans la nouvelle entité, BliNK Biomedical SAS est gérée de manière indépendante par sa propre équipe de direction.

5.15.1 Résumé des informations financières de l'entité associée

Les informations financières résumées présentées ci-dessous reprennent les montants indiqués dans les états financiers de l'entité associée préparés conformément aux IFRS (ajustés par le Groupe pour les besoins de la mise en équivalence).

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
BLiNK Biomedical SAS		
Actifs non courants	12 469	-
Actifs courants	3 779	-
Passifs non courants	1 999	-
Passifs courants	1 915	-
Chiffre d'affaires	992	-
Résultat net de l'exercice	(2 186)	-
Gain ou perte après impôt lié aux activités abandonnées	-	-
Autre résultat global	-	-
Résultat global total	(2 186)	-

5.15.2 Réconciliation de la valeur comptable

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Actifs nets de l'entité associée	12 334	-
Participation de la Société dans BLiNK Biomedical SAS	48,22%	-
Part de la Société dans les actifs nets	5 948	-
Investissement supplémentaire – obligations convertibles	1 999	-
Dépréciation	(7 946)	-
Solde au 31 décembre	-	-

Les valeurs comptables des titres mis en équivalence ont été évaluées chaque année pour les besoins du test de perte de valeur selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie ajustée en fonction des risques (approche de la valeur d'usage). La valeur actuelle nette des flux de trésorerie calculée selon cette méthode d'évaluation ne confirme pas la valeur comptable. La stratégie commerciale de BLiNK Biomedical est d'utiliser ses propres technologies pour développer ses propres produits, contrairement à l'ancienne stratégie de Valneva consistant à générer des fonds anticipés grâce aux services, au paiement initial de droits de licence et aux paiements d'étape de l'octroi de licences. La nature à long terme et les risques de développement inhérents au développement de produits propres, ainsi que l'important coût de capital d'une entreprise en démarrage expliquent le résultat d'évaluation découlant du plan de développement de BLiNK Biomedical.

BLiNK Biomedical est une société privée et ses actions ne sont pas cotées en bourse. Après le financement initial permettant sa création, aucune action BLiNK Biomedical n'a été vendue ou émise à aucun tiers et aucune offre d'achat d'actions n'a été présentée à ce jour. Par conséquent, la juste valeur marchande initiale utilisée pour l'évaluation initiale de l'actif BLiNK Biomedical n'a été confirmée par aucune juste valeur marchande récente et l'investissement a été déprécié fin 2015.



5.16 Instruments financiers

5.16.1 Instruments financiers par catégorie

Au 31 décembre 2014			
En milliers d'euros		Prêts et créances	Total
Actifs au bilan			
Clients et autres débiteurs		6 850	6 850
Autres actifs ⁷		12 950	12 950
Trésorerie, équivalents de trésorerie, dépôts à court terme et actifs financiers courants		29 468	29 468
Actif		49 268	49 268
	Passifs à la juste valeur par résultat	Autres passifs financiers	Total
Passifs au bilan			
Emprunts (à l'exclusion des passifs liés aux contrats de location-financement) ⁸	-	43 099	43 099
Passifs liés aux contrats de location-financement	-	30 054	30 054
Fournisseurs et autres créditeurs	-	10 734	10 734
Dettes fiscales et sociales ⁹	-	3 278	3 278
Autres passifs et provisions ¹⁰	3	208	210
Passifs destinés à la vente	-	982	982
Passif	3	88 355	88 358

⁷ Les acomptes versés et les créances fiscales sont exclus des autres actifs au bilan dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.

⁸ Les catégories ici présentées ont été déterminées en vertu de l'IAS 39. Pour la plupart d'entre eux les contrats de location-financement n'entrent pas dans le champ de l'IAS 39 mais ils demeurent dans celui de l'IFRS 7. C'est la raison pour laquelle les contrats de location-financement sont présentés séparément.

⁹ Les prestations sociales et autres taxes dues sont exclues du passif du bilan lié aux dettes fiscales et sociales, dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.

¹⁰ Les produits constatés en avance et les provisions sont exclus du bilan des autres passifs et provisions, dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.

**Au 31 décembre 2015****En milliers d'euros**

	Prêts et créances	Total
Actifs au bilan		
Clients et autres débiteurs	15 754	15 754
Autres actifs ¹¹	31 073	31 073
Trésorerie, équivalents de trésorerie, dépôts à court terme et actifs financiers courants	42 567	42 567
Actif	89 394	89 394

	Passifs à la juste valeur par résultat	Autres passifs financiers	Total
Passifs au bilan			
Emprunts (à l'exclusion des passifs liés aux contrats de location-financement) ¹²	-	73 039	73 039
Passifs liés aux contrats de location-financement	-	29 217	29 217
Fournisseurs et autres créditeurs	-	10 698	10 698
Dettes fiscales et sociales ¹³	-	4 982	4 982
Autres passifs et provisions ¹⁴	2	249	251
Passifs destinés à la vente	-	-	-
Passif	2	118 183	118 185

5.16.2 Évaluation de la juste valeur

Le tableau ci-après fournit une analyse des instruments financiers qui, après leur comptabilisation initiale, sont évalués à leur juste valeur. Ils sont regroupés entre les niveaux 1 à 3, en fonction du degré d'observation de la juste valeur.

- + Les évaluations de juste valeur de niveau 1 sont celles issues des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- + Les évaluations de juste valeur de niveau 2 sont celles issues de données, autres que les prix cotés inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c.-à-d. en tant que prix), soit indirectement (c.-à-d. dérivées des prix).

¹¹ Les acomptes versés et les créances fiscales sont exclus des autres actifs au bilan dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.

¹² Les catégories ici présentées ont été déterminées en vertu de l'IAS 39. Pour la plupart d'entre eux les contrats de location-financement n'entrent pas dans le champ de l'IAS 39 mais ils demeurent dans celui de l'IFRS 7. C'est la raison pour laquelle les contrats de location-financement sont présentés séparément.

¹³ Les prestations sociales et autres taxes dues sont exclues du passif du bilan lié aux dettes fiscales et sociales, dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.

¹⁴ Les produits constatés en avance et les provisions sont exclus du bilan des autres passifs et provisions, dans la mesure où cette présentation comptable n'est requise que pour les instruments financiers.



- + Les évaluations de juste valeur de niveau 3 sont celles issues de techniques d'évaluation qui prennent en compte des données d'entrée pour l'actif ou le passif fondées sur des données non observables sur le marché (données non observables).

Au 31 décembre 2014		
En milliers d'euros	Niveau 2	Total
Autres passifs et provisions		
Instruments financiers dérivés	3	3
Autres passifs et provisions	3	3

Au 31 décembre 2015		
En milliers d'euros	Niveau 2	Total
Autres passifs et provisions		
Instruments financiers dérivés	2	2
Autres passifs et provisions	2	2

Au 31 décembre 2015, la juste valeur de ces swaps n'était pas significative.

Depuis 2010, par l'intermédiaire du Groupe Grimaud La Corbière, la Société bénéficiait de plusieurs contrats de couverture de taux.

En 2012, un contrat de couverture du risque de taux a été conclu à hauteur de 394 K€, somme ramenée à 385 K€ au 31 décembre 2012 puis à 325 K€ au 31 décembre 2013, à 270 K€ au 31 décembre 2014, et à 215 K€ au 31 décembre 2015. Ce dernier contrat a été mis en place le 17 octobre 2012 pour une période de 7 ans. Le contrat de swap de taux prévoit la perception par Groupe Grimaud La Corbière, chaque trimestre, de l'Euribor 1 mois et le paiement d'un taux fixe de 0,58%.

**5.16.3 Qualité de crédit des actifs financiers**

La qualité de crédit des actifs financiers qui ne sont ni en dépassement d'échéance ni dépréciés peut être évaluée au vu des cotations externes (si disponibles), ou par référence aux données historiques sur le taux de défaillance des contreparties, comme suit :

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Compte clients et autres débiteurs		
Créances sur les pouvoirs publics	284	3
AAA	307	-
AA	-	6 324
A	5 280	-
Contreparties sans une cotation de crédit externe	9 884	522
Compte clients et autres débiteurs	15 754	6 850
Autres actifs		
Créances sur les pouvoirs publics	189	1 299
AAA	19 159	-
A	237	175
Contreparties sans une cotation de crédit externe ou ayant une cotation inférieure à A	11 488	11 477
Autres actifs	31 073	12 950
Trésorerie, équivalents de trésorerie, dépôts à court terme et actifs financiers courants		
AA	357	-
A	25 178	23 748
Contreparties sans une cotation de crédit externe ou ayant une cotation inférieure à A	17 032	5 720
Trésorerie, équivalents de trésorerie, dépôts à court terme et actifs financiers courants	42 567	29 468

Les données de cotation font référence à la cotation de crédit long terme, telle que publiée par l'agence Standard & Poor's ou un autre organisme de cotation (équivalent à la cotation de Standard & Poor's).

À la date de clôture, le risque maximum d'exposition au risque de crédit équivaut à la juste valeur des actifs financiers.

5.17 Stocks

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Matières premières	1 715	582
Travaux en cours	17 322	5 891
Produits finis	7 651	811
Stock	26 687	7 283

Le coût des stocks, comptabilisés en charges et inclus dans la rubrique « coût des produits vendus » représente 40 890 K€ (12 481 K€ en 2014). Le coût des stocks, comptabilisés en charges, inclut 17 377 K€ de dépréciations (819 K€ d'imputations en 2014) afin de les ramener à la valeur de réalisation nette.

Le Groupe applique des coûts standards pour calculer le coût de stock des produits finis et des travaux en cours.

5.18 Clients et autres débiteurs

Le compte client et autres débiteurs inclut les éléments suivants :

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Clients et autres débiteurs	15 754	6 850
Moins : provision pour dépréciation des créances	-	-
Clients et autres débiteurs, net	15 754	6 850

Au cours des exercices 2015 et 2014, aucune perte de valeur pour dépréciation n'a été constatée. Le montant des créances clients échues s'élevait en 2015 à 1 361 K€ (62 K€ en 2014).

La juste valeur des éléments du compte clients équivaut à leur valeur comptable.

5.19 Autres actifs

La rubrique « autres actifs » comprend les éléments suivants:

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Charges constatées d'avance	1 876	995
Actifs financiers non courants	403	333
Autres créances	46 892	27 791
	49 172	29 119
moins: part non courante	(17 797)	(19 753)
Part courante	31 374	9 366

La juste valeur des autres actifs équivaut à leur valeur comptable. Les autres débiteurs comprennent des dépôts divers, et des avances, les créances de CIR, des créances de taxes à recevoir, et des stocks de fournitures et consommables. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent résulte principalement d'une créance de Johnson & Johnson d'un montant de 18 279 K€ liée à l'acquisition de Crucell Sweden, voir Annexe 5.31.

5.20 Trésorerie, équivalents de trésorerie, dépôts à court terme et actifs financiers courants

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les avoirs en banque et en caisse, ainsi que les dépôts bancaires à court terme ayant une échéance inférieure à 3 mois.

Au 31 décembre 2015, la trésorerie et équivalents de trésorerie comprenaient 660 K€ (592 K€ au 31 décembre 2014) pour lesquels il existe des restrictions. Par ailleurs, en vertu d'une convention de prêt, le Groupe doit détenir un montant minimum en espèces de 2 000 K€ en tout temps jusqu'au 31 décembre 2016.

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Caisses	7	2
Banques	38 174	27 571
Dépôts à court terme (échéance inférieure à 3 mois)	3 726	1 284
OPCVM monétaires	-	-
Trésorerie affectée	660	592
Actifs financiers courants	-	19
Trésorerie, équivalents de trésorerie, dépôts à court terme et actifs financiers courants	42 567	29 468

5.21 Actifs et Passifs destinés à la vente et activités abandonnées

En janvier 2015, la Société a apporté les actifs et passifs liés à la technologie VIVA|Screen® à la société BLINK Biomedical SAS, (voir Annexes 5.1 et 5.15), qui ont été comptabilisés comme destinés à la vente à compter de décembre 2014.

Au 31 décembre 2015, aucun actif ou passif n'est destiné à la vente ou associé à des activités abandonnées.

5.21.1 Ventilation des actifs destinés à la vente

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Immobilisations incorporelles - valeurs brutes	-	17 430
Immobilisations incorporelles - amortissement	-	(4 971)
Immobilisations incorporelles - dépréciation	-	(5 610)
Immobilisations incorporelles - valeurs nettes	-	6 849
Immobilisations corporelles - valeurs brutes	-	967
Immobilisations corporelles - amortissement	-	(343)
Immobilisations corporelles - dépréciation	-	-
Immobilisations corporelles - valeurs nettes	-	623
Stocks	-	510
Stocks – valeurs nettes	-	510
Total des activités abandonnées	-	7 982

5.21.2 Passifs destinés à la vente

Les passifs destinés à la vente en corrélation avec la création de BLINK Biomedical SAS se chiffraient à 982 K€ au 31 Décembre 2014.

5.22 Capital social, primes d'émission et autres réserves réglementées

En milliers d'euros (sauf pour la valeur des actions)	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Autres réserves réglementées ¹⁵	Total du capital social, primes d'émission et autres réserves réglementées
Solde au 1er janvier 2014	54 709 000	8 206	145 502	52 820	206 529
Plan d'option d'achat d'actions destiné aux salariés :					
+ levée de l'option de souscription d'actions	42 833	6	(6)	-	-
+ émission d'actions ordinaires, mai et juin 2014	1 600 000	240	8 716	-	8 956
+ coûts des transactions sur capitaux propres, net d'impôts	-	-	(325)	-	(325)
Solde au 31 décembre 2014	56 351 833	8 453	153 887	52 820	215 160
Solde au 1er janvier 2015	56 351 833	8 453	153 887	52 820	215 160
Plan d'option d'achat d'actions destiné aux salariés :					
+ levée d'options de souscription d'actions et pleine acquisition d'actions gratuites	115 874	17	299	-	317
+ émission d'actions ordinaires, février 2015	18 231 466	2 735	42 297	-	45 032
+ coûts des transactions sur capitaux propres, net d'impôts	-	-	(3 338)	-	(3 338)
Solde au 31 décembre 2015	74 699 173	11 205	193 145	52 820	257 170

Augmentations du capital social

L'acquisition de Crucell Sweden (voir Annexe 5.31) a été financée en partie à travers une opération d'émission de valeurs mobilières effectuée par offre au public, avec maintien des droits préférentiels de souscription, lancée le 12 janvier 2015 et finalisée le 4 février 2015. Le produit brut de l'augmentation de capital s'élève à € 45 M€, correspondant à l'émission de 18 231 466 nouvelles actions ordinaires à un prix de souscription unitaire de 2,47€.

De plus, la Société a émis 115 874 actions ordinaires nouvelles (42 333 en 2014) du fait de la levée d'options de souscription d'actions et de la pleine acquisition d'actions gratuites au cours de l'exercice, entraînant une augmentation du capital social de 17 K€ (6 K€ en 2014).

Capital autorisé et conditionnel

Au 31 décembre 2015, la Société disposait de 18 234 445 actions de capital conditionnel en lien avec (voir Annexe 5.24) :

- + l'éventuelle levée d'options de souscription d'actions
- + l'attribution d'actions gratuites devenant acquises
- + l'éventuel exercice de bons de souscription d'actions
- + l'éventuelle conversion d'actions privilégiées existantes

¹⁵ Réserve indisponible de fusion avec Intercell AG

+ l'éventuelle conversion ou acquisition d'actions privilégiées convertibles

En vertu de la résolution^o16 de l'Assemblée générale du 25 juin 2015, le montant nominal global des augmentations du capital de Valneva qui pourront être réalisées par la Société, immédiatement ou à terme, en vertu des pouvoirs délégués par l'assemblée générale dans la présente résolution ne pourra, en tout état de cause, excéder un plafond global de 4 500 K€ ou sa contre-valeur en monnaies étrangères, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ou valeurs mobilières à émettre au titre des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital social de la Société.

5.23 Report à nouveau et autres réserves

En milliers d'euros	Conversion de devises	Actions propres	Résultats accumulés non distribués	Total
Solde au 1er janvier 2014	1 666	(1 141)	(38 833)	(38 308)
Variations du cours des devises	(2 626)	-	-	(2 626)
Affectation du résultat	-	-	(24 110)	(24 110)
Plan d'option d'achat d'actions destiné aux salariés :				
valeur des prestations des salariés	-	-	530	530
Acquisition/Cession des actions propres	-	69	-	69
Solde au 31 décembre 2014	(960)	(1 072)	(62 413)	(64 444)
Solde au 1er janvier 2015	(960)	(1 072)	(62 413)	(64 444)
Variations du cours des devises	(2 584)	-	-	(2 584)
Affectation du résultat	-	-	(26 272)	(26 272)
Plan d'option d'achat d'actions destiné aux salariés :				
valeur des prestations des salariés	-	63	-	63
Acquisition/Cession des actions propres	-	-	1 018	1 018
Solde au 31 décembre 2015	(3 544)	(1 009)	(87 667)	(92 219)

La Société n'a pas reçu ni n'a payé de dividendes à ses actionnaires au titre des exercices clos le 31 décembre 2015 et 2014.

5.24 Paiements fondés sur des actions

5.24.1 Plans d'options de souscription d'actions

Les options de souscription d'actions sont accordées aux membres du directoire et aux salariés (Plan de Stock Option - ESOP). Les options accordées en 2006 et 2010 peuvent être levées dès lors que certains objectifs, partiellement conditionnés par les performances financières de l'entité sont

réalisées. Les options accordées à compter de 2013 peuvent être levées pour la première fois en deux parts égales après avoir été détenues pendant deux et quatre ans (période d'acquisition). Toutes les options expirent au plus tard dix ans après avoir été accordées. Les options ne sont ni cessibles ni négociables et elles deviennent caduques, sans droit à indemnisation, si elles ne sont pas définitivement acquises au moment de la cessation de la relation de travail avec le Groupe (annulation). Les options accordées à compter de 2013 deviennent exerçables en cas de prise de contrôle effectif de plus de 50% des droits de vote en circulation de la Société.

Les modifications intervenues dans le nombre d'options de souscription d'actions en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré s'établissent comme suit :

	2015			2014		
	Nombre d'options	Nombre d'actions disponibles	Prix d'exercice moyen pondéré en € par action	Nombre d'options	Nombre d'actions disponibles	Prix d'exercice moyen pondéré en € par action
En circulation au 1 ^{er} janvier	955 340	1 072 860	3,07	1 022 640	1 140 160	3,08
Attribuée	712 000	712 000	3,92	-	-	-
Ajustée	-	97 998	-	-	-	-
Caducue	(78 940)	(95 504)	3,17	(67 300)	(67 300)	3,21
Exercée	(700)	(79 800)	1,80	-	-	-
En circulation à la clôture de l'exercice	1 587 700	1 707 554	3,48	955 340	1 072 860	3,07
Exerçable à la clôture de l'exercice	448 725	524 439		8 040	125 560	

700 options d'actions ont été exercées en 2015 à un prix de 1,80 \$ par action (2014 : aucune option n'a été exercée). La valeur moyenne pondérée par action au moment de l'exercice de l'option a atteint 3,75 € en 2015.

En conséquence de l'augmentation de capital en février 2015, le nombre d'options disponibles dans le cadre des plans d'options sur actions existants a dû être augmenté de 97 998, conformément à l'article L.228-99 du Code commercial français.

Les options de souscription d'actions en circulation à la fin de la période ont les dates d'expiration et les prix d'exercice suivants :



Date d'expiration	Prix d'exercice en € par action	Nombre d'options au 31 décembre,	
		Prix d'exercice 2015	2014
2016	1,80	250	1 040
2020	5,19	7 000	7 000
2023	3,21	882 950	947 300
2025	3,92	697 500	-
		1 587 700	955 340

En 2015, 712 000 options de souscription d'actions ont été accordées (2014 : aucune option n'a été accordée). La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des options attribuées au cours de l'exercice 2015 a été de €1,06. La juste valeur des options de souscription d'actions a été déterminée par application du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les données significatives ayant servi à l'application du modèle ont été :

	2015
Volatilité attendue (%)	41,76
Période d'acquisition attendue (durée en années)	2,00 – 4,00
Taux d'intérêt sans risque (%)	(0,26) – (0,12)

5.24.2 Actions gratuites

Au fil des ans, la Société a mis en place des plans d'attribution d'actions gratuites en faveur des salariés divisés en plusieurs tranches.

L'attribution définitive de ces actions intervient après une période d'acquisition de deux ou quatre ans et une période de détention de deux ans.

Les modifications intervenues dans l'attribution d'actions gratuites s'établissent comme suit:

	Nombre d'actions gratuites	
	2015	2014
En circulation au 1er janvier	39 000	97 333
Attribuées	-	-
Caduques	(3 000)	(15 500)
Attribuées définitivement	(35 000)	(42 833)
En circulation à la clôture de l'exercice	1 000	39 000

5.24.3 Bons de souscription d'actions

En 2011 et en 2015 la Société a octroyé des bons de souscription d'actions aux membres du conseil de surveillance. Les bons de souscription octroyés en 2011 s'acquièrent en quatre parts égales, après un, deux, trois et quatre ans. Les bons de souscription octroyés en 2015 s'acquièrent en quatre parts égales, après deux, 17, 31 et 45 mois. Le prix de souscription des bons accordés en 2011 s'est élevé à 5,17 € par action. Le prix de souscription des bons accordés en 2015 s'est élevé à 3,92 € par action.

Les modifications intervenues dans les bons de souscription s'établissent comme suit :



	Nombre de bons de souscription	
	2015	2014
En circulation au 1er janvier	5 625	11 250
Attribuées	153 000	-
Caduques	(5 625)	(5 625)
En circulation à la clôture de l'exercice	153 000	5 625

5.24.4 Plan d'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles 2015-2019

Lors de sa réunion en date du 25 juin 2015, l'Assemblée Générale de Valneva SE a décidé de la création d'actions de préférence convertibles au profit des membres du directoire, mais également de certains salariés clés, membres du Comité exécutif.

Ainsi, le 28 juillet 2015, le directoire a mis en œuvre le plan d'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles 2015-2019, destiné à fidéliser à long terme les dirigeants de la Société.

Les actions de préférence convertibles payantes (« **ADP Convertibles Payantes** ») ont été attribuées comme suit :

	Nombre d'ADP Convertibles Payantes souscrites par les bénéficiaires	Montant de souscription (en €)
Directoire	744	119 784
Autres membres du Comité Exécutif	330	53 130
	1 074	172 914

Faisant suite à la souscription des ADP Convertibles Payantes, le directoire, lors de sa réunion en date du 28 juillet 2015, a procédé à l'attribution d'actions de préférence convertibles gratuites (« **ADP Convertibles Gratuites** ») aux bénéficiaires du Programme, suivant un ratio de 1 ADP Convertible Payante pour 25 ADP Convertibles Gratuites.

	Nombre d'ADP Convertibles Gratuites attribuées aux bénéficiaires
Directoire	18 600
Autres membres du Comité Exécutif	8 250
	26 850

Les ADP Convertibles Payantes et Gratuites seront convertibles en actions ordinaires Valneva au terme d'un délai de 4 ans à compter de leur émission (pour les ADP Convertibles Payantes) ou de leur attribution initiale (pour les ADP Convertibles Gratuites), si les conditions de conversion décrites ci-dessous sont remplies.



5.25 Emprunts

Les emprunts du Groupe à la fin de l'exercice s'établissent comme suit :

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Non courant		
Emprunts bancaires	2 812	3 536
Autres prêts	45 384	33 281
Passifs liés aux contrats de location-financement	28 372	29 219
	76 568	66 036
Courants		
Emprunts bancaires	2 885	3 339
Autres prêts	21 957	2 943
Passifs liés aux contrats de location-financement	845	836
	25 687	7 117
Total des emprunts	102 255	73 153

L'échéance des emprunts non courants s'établit comme suit:

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Comprise entre 1 et 2 ans	26 424	13 276
Comprise entre 2 et 3 ans	21 803	13 989
Comprise entre 3 et 4 ans	1 537	9 766
Comprise entre 4 et 5 ans	1 345	1 500
Au-delà de 5 ans	25 460	27 505
Emprunts non courants	76 568	66 036

Les valeurs comptables des emprunts contractés par le Groupe sont libellées dans les devises suivantes :

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
EUR	61 710	47 048
USD	40 546	26 105
Total des emprunts	102 255	73 153

5.25.1 Passifs liés aux contrats de location-financement

Les dettes relatives au contrat de location-financement sont effectivement garantis dans la mesure où les droits sur les actifs loués reviennent au bailleur en cas de défaut de paiement.

5.25.2 Emprunts bancaires et autres prêts garantis

Au 31 décembre 2015, sur la totalité des emprunts bancaires et autres prêts en cours, 14 123 K€ bénéficiaient d'une garantie, sûreté ou nantissement. Ces emprunts bancaires et autres prêts sont destinés à financer des dépenses de R&D, des investissements, la mobilisation du CIR (Crédit Impôt Recherche en France) et ont des conditions (taux d'intérêt) et termes (échéances) différents.

Le tableau ci-après présente la juste valeur des emprunts bancaires et autres prêts garantis, à la fin de l'exercice 2015, sans prise en compte de la bonification d'intérêts et sur la base d'un taux d'intérêt de 8,75% dans des conditions normales de concurrence:

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2015	
	Valeurs comptables	Justes valeurs
Emprunts bancaires	5 520	5 258
Autres prêts (à l'exclusion de ceux décrits à l'Annexe 5.25.3)	8 603	7 617
Emprunts bénéficiant d'une garantie, sûreté ou nantissement	14 123	12 875

5.25.3 Autres prêts

Le 20 décembre 2013, le Groupe a reçu un financement de 30 millions de dollars souscrits auprès d'un fond d'investissement géré par Pharmakon Advisors, au bénéfice de Valneva Austria GmbH, sa filiale autrichienne. Le prêt porte sur une durée de cinq ans et a été conclu à un taux d'intérêt variable de 9,5 % à 10,5 %. Le 18 novembre 2015 ce prêt a été augmenté par un financement additionnel de 11 millions de dollars. À compter de 2016, la Société versera une redevance à Pharmakon Advisors de 2,5 % à 3,1 % des ventes de IXIARO®/JESPECT® réalisées sur la durée du prêt. Le taux d'intérêts ainsi que les redevances relatives au prêt sont comptabilisés en frais financiers. Les frais financiers sont calculés par application de la méthode du taux d'intérêt effectif et sont par conséquent comptabilisés au prorata du principal restant dû pour chaque exercice, jusqu'à ce que l'emprunt soit intégralement amorti. La conversion des devises étrangères est effectuée à chaque date de clôture et les gains ou pertes de change en résultant sont enregistrées en revenus/frais financiers. Cet emprunt reposant sur les actifs est garanti par Valneva SE et bénéficie également d'une sûreté sur le produit au titre de la commercialisation de IXIARO®/JESPECT® ainsi que sur les actions des filiales autrichienne et écossaise du Groupe Valneva qui détiennent les actifs clés de IXIARO®/JESPECT®. Au 31 décembre 2015, la valeur comptable des actifs nantis s'élevait à 267 019 K€ (275 328 K€ en 2014).



Ce prêt figure au bilan sous la rubrique « emprunts ».

En milliers d'euros	2015	2014
Solde au 1er janvier	26 105	21 023
Produit de l'émission	9 985	-
Coûts de transaction	(91)	-
Intérêts courus et charges au titre des redevances	4 061	3 816
Paie ment des intérêts	(2 589)	(1 646)
Ecart de conversion	3 074	2 912
Solde au 31 décembre	40 546	26 105
moins part non courante	(39 691)	(25 514)
Part courante	854	592

Dans le cadre de l'acquisition de Crucell Sweden AB et des actifs connexes, le Groupe a souscrit une facilité de prêt à long terme de 15 millions d'euros auprès de fonds gérés par Athyrium Capital Management, LLC. Ce prêt était conclu à l'origine pour 5 ans et assorti d'un taux d'intérêt annuel de 11% payable trimestriellement en numéraire. Le prêt est assorti d'une garantie sur les actifs acquis dans le cadre de l'acquisition mentionnée ci-dessus. Afin de refléter l'évolution de l'activité suite au changement d'étiquette de DUKORAL® au Canada en décembre 2015, les parties ont convenu de rembourser le prêt de manière anticipée, ce qui est intervenu en janvier 2016, voir Annexe 5.34.

Au 31 décembre 2015 ce prêt figure au bilan sous la rubrique « emprunts », comme suit :

En milliers d'euros	2015
Solde au 1er janvier	-
Produit de l'émission	15 000
Coûts de transaction	(390)
Intérêts courus et charges au titre des redevances	4 985
Paie ment des intérêts	(1 410)
Solde au 31 décembre	18 184
moins part non courante	-
Part courante	18 184



5.26 Fournisseurs et autres créditeurs

Le compte fournisseurs et autres créditeurs comprend les éléments suivants:

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Fournisseurs	6 325	5 192
Charges à payer	4 372	5 542
	10 698	10 734
moins la part non courante	-	-
Part courante	10 698	10 734

5.27 Dettes fiscales et sociales

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Cotisations sociales et autres taxes	1 907	2 121
Dettes envers le personnel	4 982	3 278
	6 889	5 398
moins la part non courante	-	-
Part courante	6 889	5 398

5.28 Autres passifs et provisions

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Produits constatés d'avance	9 467	11 859
Autres passifs financiers	251	210
Provisions pour engagements envers le personnel	188	163
Autres passifs	53	58
Autres provisions	514	135
	10 474	12 426
moins part non courante	(7 810)	(9 564)
Part courante	2 664	2 862

5.28.1 Produits constatés d'avance

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Provenant des contrats de collaboration et de licence	8 681	10 812
Provenant des subventions accordées par les pouvoirs publics	785	1 047
	9 467	11 859
moins part non courante	(7 379)	(9 197)
Part courante	2 087	2 662

5.28.2 Provisions pour engagements envers le personnel

(a) Hypothèses retenues

	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Taux d'actualisation	1,90%	1,80%
Taux d'augmentation des salaires	2,00%	2,00%
Taux de rotation	0%-45,90%	0%-45,90%
Taux de charges sociales	47,00%-48,00%	45,00%
Durée de vie active moyenne restante des salariés (en années)	20	20

(b) Changements de l'obligation au titre des prestations définies

Valeur actualisée de l'engagement:

En milliers d'euros	2015	2014
Solde au 1er janvier	163	23
Coût des services rendus	2	-
Réévaluations	23	140
Versements des prestations	-	-
Solde au 31 décembre	189	163

5.28.3 Autres provisions

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Non courant	-	-
Courants	514	135
Provisions	514	135



	2015	2014
Solde au 1er janvier	135	371
Imputé au compte de résultat :		
+ Provision supplémentaire	502	113
+ Reprise de provision	(113)	-
Provisions utilisées	(11)	(350)
Variations de change	1	1
Solde au 31 décembre	514	135

Les autres passifs et provisions incluent une provision de 312 K€ relative au droit de retour des produits vendus par GSK dans le cadre de la phase de transition de l'accord de distribution annulé. Par ailleurs, une provision de 190 K€ est faite pour les coûts de restructuration du site de production acquis à Solna, en Suède.

5.29 Flux de trésorerie absorbée par les opérations courantes

Le tableau ci-après montre les ajustements opérés pour rapprocher la perte nette des flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :

En milliers d'euros	Annexe	Exercice clos au 31 décembre,	
		2015	2014
Résultat net de l'exercice		(20 617)	(26 272)
Ajustements pour :			
+ Dépréciation et amortissement	5.13 5.14	11 442	12 359
+ Dépréciation des immobilisations corporelles/incorporelles	5.13 5.14	-	4 095
+ Paiements fondés des actions	5.24	1 018	530
+ Impôt sur le résultat	5.10	238	334
+ Résultat de la cession d'immobilisations corporelles	5.8	(29)	63
+ Profit résultant de l'acquisition à conditions avantageuses	5.31	(13 183)	-
+ Part du (profit)/perte des entités associées	5.15	8 998	-
+ Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		1 651	(1 034)
+ Gains sur la juste valeur sur instruments financiers dérivés	5.9	-	(48)
+ Revenus d'intérêts	5.9	(3 096)	(226)
+ Charge d'intérêts	5.9	9 716	4 394
+ Variation des autres actifs et passifs à long terme		(1 229)	(5 589)
Variation du besoin en fonds de roulement (à l'exception des effets liés à l'acquisition et aux variations de taux de change des devises sur la consolidation) :			
+ Stocks		7 537	(1 870)
+ Clients et autres débiteurs		(3 235)	(279)
+ Fournisseurs et autres créditeurs et provisions		(18 887)	1 211
Trésorerie absorbée par les opérations courantes		(19 674)	(12 332)

Le tableau ci-après montre les ajustements opérés pour rapprocher le résultat net de la cession des immobilisations corporelles du produit issu de la cession des immobilisations corporelles :

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Valeur comptable nette	99	75
Résultat de la cession d'immobilisations corporelles	29	(63)
Produits de la cession d'immobilisations	128	12

5.30 Engagements et autres passifs

(a) Engagements en capital

Il n'y a pas eu de dépenses en capital engagées au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014.

(b) Engagements au titre des contrats de location simple

Le montant total des engagements de loyers minimaux futurs dus au titre de contrats de location simple non résiliables s'établit comme suit:

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Au plus tard dans 1 an	2 248	265
Dans un délai compris entre 1 an minimum et 5 ans maximum	8 135	672
Dans plus de 5 ans	596	32
Engagements au titre des contrats de location simple	10 980	970

Le Groupe loue des emplacements de bureau, des voitures et des équipements.

(c) Autres engagements et garanties

Les autres engagements s'établissent comme suit:

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Complément de prix potentiel sur titres de placement	-	4 954
Engagement auprès d'un fournisseur et de sous-traitants	-	619
Prêts et subventions	2 607	7 790
Autres	34	47
Autres engagements	2 641	13 410

Les garanties et nantissements s'établissent comme suit:

En milliers d'euros	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Nantissement de matériel	429	600
Nantissements sur investissements consolidés	324 292	285 426
Nantissements sur investissements non consolidés	300	-
Garanties et nantissements	325 021	286 026

En liaison avec la création de la société BliNK Biomedical SAS, Valneva a émis une Garantie et une Lettre de Confort en faveur de la société SC World Inc., Japon qui engage Valneva à payer un montant maximum de 300 K€ si BliNK Biomedical SAS ne parvient pas à honorer des jalons de paiement spécifiques à une entente d'achat et de cession d'actifs.

5.31 Regroupement d'entreprises

En février 2015, le Groupe a finalisé l'acquisition de Crucell Sweden AB (par la suite renommée Valneva Sweden AB), comprenant tous les actifs et les autorisations liés au vaccin DUKORAL® contre

le choléra et la diarrhée du voyageur causée par certains types d'ETEC (incluant le site de production de vaccins situé à Solna en Suède), et des activités de distribution de vaccins dans les pays nordiques. (Ensemble appelé « Actifs de Crucell Vaccine »). Après l'acquisition, Valneva détient 100% des droits de vote de la société acquise.

Valneva s'attend à ce que cette transaction lui permette de (i) renforcer son portefeuille de produits, comprenant un vaccin contre l'encéphalite japonaise, par la création d'une masse critique dans les vaccins du voyageur et l'acquisition d'infrastructures commerciales (ii), acquérir des actifs générateurs de trésorerie et ayant un potentiel de croissance à long terme, (iii) mettre en place des synergies destinées à soutenir la progression de Valneva vers l'équilibre financier et (iv) créer un acteur des vaccins totalement intégré ayant une valeur ajoutée rare sur un segment pharmaceutique attractif.

La quote-part du chiffre d'affaires consolidé généré par les actifs de Crucell Vaccine acquis s'élevait à 36,4 M€ au 31 décembre 2014.

Le prix d'acquisition total initial convenu a été fixé à 45 millions d'euros (« le Prix d'Acquisition »), et divisé en trois paiements : 3 millions d'euros en paiement comptant à la date de signature, 32 millions d'euros à payer à l'achèvement de la transaction et un paiement d'étape de 10 millions d'euros au transfert de la ligne de conditionnement. Pour refléter les changements commerciaux résultant des ajustements de l'étiquette DUKORAL® au Canada en décembre 2015, le vendeur Crucell Holland BV et Valneva ont convenu d'un ajustement du prix d'achat. Crucell Holland BV a renoncé au paiement d'étape de 10 millions d'euros et remboursé 15 millions d'euros du prix d'acquisition. Ensemble, cette renonciation au paiement d'étape de 10 millions d'euros et ce remboursement de 15 millions d'euros en espèces représentent une réduction de 25 millions d'euros du prix d'acquisition, ramenant le montant initial de 45 millions d'euros à 20 millions d'euros. L'acquisition, les éléments du prix d'acquisition et son ajustement ultérieur sont considérés comme une transaction unique. Le « sale and purchase agreement » prévoyait également la mise en œuvre d'un mécanisme d'ajustements de fonds de roulement applicable au prix d'acquisition, cet ajustement étant calculé en tenant compte de la différence entre un niveau de fonds de roulement préalablement agréé et le niveau réel du fonds de roulement à la date de finalisation de l'opération. L'ajustement résultant du prix d'acquisition a donné lieu à un paiement reçu par la Société. Par ailleurs, le vendeur s'est engagé à payer des sorties de fonds relatives à certaines dettes non réglées.

Prix d'acquisition	
En milliers d'euros	
Paie ment le 9 février 2015	35 000
Transfert de la ligne de conditionnement	10 000
Réduction suivant le changement d'étiquette au Canada	(25 000)
Contrepartie au comptant totale	20 000
Moins : ajustement du fonds de roulement à payer par le vendeur	(5 550)
Moins : autres dettes à régler par le vendeur	(4 592)
Prix d'acquisition net total	9 858
Juste valeur des actifs nets acquis	23 041
Profit résultant de l'acquisition à conditions avantageuses	13 183

L'acquisition a été financée grâce à une combinaison de dette et de fonds propres. Ces derniers ont été levés par le biais d'une augmentation de capital pour un montant brut de à 45,0 M€. La partie de l'acquisition financée par une dette a été apportée par le biais d'une convention de prêt d'un montant de 15 M€ avec Athyrium et remboursée en janvier 2016, voir Annexes 5.25 et 5.34.

La contrepartie au comptant payée au 31 décembre 2015, diminuée de la trésorerie apportée par le biais de l'acquisition est la suivante :

En milliers d'euros

Paie ment au comptant	35 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(2 795)
Paie ments reçus de J&J (ajustement du fonds de roulement, autres passifs)	(10 024)
Décaissement généré par l'acquisition	22 181

Les principaux actifs et passifs acquis restent situés en Suède. L'actif et le passif acquis ont été inclus dans l'actif et le passif de la Société à compter de la date de clôture de l'acquisition soit le 9 février 2015 et ont été consolidés à partir de cette date. Depuis la date de clôture d'acquisition jusqu'au 31 décembre 2015, l'activité acquise a contribué au revenu et subventions pour 36 427 K€ et à un bénéfice net de 9 038 K€ dans le résultat consolidé du Groupe.

Si la transaction avait eu lieu le 1 janvier 2015, l'agrégat «chiffre d'affaires et subventions» pour l'exercice pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 auraient été 89 235 K€, et sa perte nette aurait été de 19 341 K€, dont 497 K€ représentant des coûts d'acquisition non récurrents.

La juste valeur des actifs et passifs acquis par le biais du regroupement d'entreprises se décompose comme suit :

En milliers d'euros	Juste valeur	Valeur comptable de l'entreprise acquise
Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers	2 795	2 795
Immobilisations corporelles	2 670	10 706
Immobilisations incorporelles	-	4
Autres actifs non courants	-	369
Stocks	25 846	20 183
Clients et autres actifs courants	3 294	3 294
Impôts différés passif	-	-
Fournisseurs, provisions et autres dettes	(11 564)	(11 135)
Actifs nets acquis	23 041	26 217

La juste valeur de créances commerciales et autres actifs courants correspond à leurs valeurs comptables (valeurs brutes). Aucune créance n'est jugée irrécouvrable.

La comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises a été ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Les valeurs déclarées au 31 décembre 2015 sont définitives.

5.32 Opérations entre parties liées

5.32.1 Achat de services

Les services fournis par les sociétés du Groupe Grimaud sont considérés comme des opérations entre parties liées. Ils concernent à la fois une convention d'animation de groupe et la réalisation de diverses prestations de services par le groupe Grimaud au bénéfice de Valneva SE. Ces prestations constituent soit des opérations courantes (contrat de répartition de couverture de swap de taux) soit des opérations réglementées (cautionnement).

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Achats de services :		
+ Activités d'exploitation	7	35
+ Animation de groupe	-	-
Achats de services	7	35

5.32.2 Rémunération des membres du directoire

La rémunération totale des membres du directoire de la Société comprend les éléments suivants :

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	2014
Salaires et autres avantages sociaux à court terme	1 379	1 421
Autres avantages à long terme	24	14
Paiements fondés sur actions (dépense de l'exercice)	498	131
Rémunération des cadres dirigeants	1 901	1 566

5.32.3 Rémunération des membres du conseil de surveillance

La rémunération totale des membres du conseil de surveillance de la Société s'est élevée à 250 K€ (243 K€ en 2014). En 2011 et 2015, la Société a accordé des bons de souscription aux membres du conseil de surveillance. Pour plus d'informations, voir Annexe 5.24.3.

5.33 Information pro forma relative à l'acquisition de Crucell Sweden

5.33.1 Contexte de la préparation de l'information pro forma relative à la fusion

Le 5 janvier 2015, Valneva a signé un « Sale and Purchase Agreement » avec Crucell Holland BV visant l'acquisition de toutes les actions de Crucell Sweden AB, les actifs, licences et privilèges liés au vaccin DUKORAL® détenus par d'autres entités affiliées du vendeur, ainsi que les actifs et privilèges de l'activité de commerce dans les pays nordiques, ensemble ci-après « **Crucell Sweden** ». La date de clôture (définie comme la date à laquelle certaines conditions de clôture sont remplies, notamment la réalisation d'une levée de capitaux propres et de financement permettant à la Société de disposer de fonds immédiatement disponibles suffisants au paiement du prix d'achat à la clôture) est le 9 février 2015. À compter de cette date, les actifs Crucell ont été entièrement consolidés. Le chiffre d'affaires consolidé ressortant de Crucell Sweden, DUKORAL® ainsi que du commerce dans les pays nordiques, s'est élevé à 36,4 M€ au cours de l'exercice 2014.

Pour plus d'informations, voir Annexe 5.31.

Les comptes de résultat pro forma consolidés pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 reflètent les résultats consolidés du groupe Valneva comme si l'acquisition de Crucell Sweden était intervenue au 1er janvier 2015. Les ajustements pro forma reposent sur les informations disponibles ainsi que sur certaines hypothèses jugées raisonnables par le Groupe Valneva.

Les informations financières pro forma (ci-après dénommées « Informations Financières Pro Forma ») sont présentées exclusivement à titre d'illustration et ne constituent pas une indication des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière de Valneva SE qui auraient été obtenus au 31 décembre 2015, si l'acquisition était intervenue à la date considérée. Elles ne sont pas non plus



indicatives des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière futurs de Valneva SE.

5.33.2 Compte de résultat pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 et compte de résultat Pro Forma pour l'exercice clos au 31 décembre 2015

Compte de résultat pro forma (non audité)

En milliers d'euros	Exercice clos au 31 décembre,	
	2015	Pro forma 2015
Revenus de la vente de produits	61 545	67 445
Produits des coopérations, licences et services	16 814	16 814
Chiffre d'affaires	78 359	84 259
Subventions	4 975	4 975
Chiffre d'affaires et Subventions	83 335	89 235
Coût des produits et services	(46 961)	(49 861)
Frais de Recherche & Développement	(25 367)	(25 367)
Frais de distribution et marketing	(9 121)	(10 021)
Frais généraux et administratifs	(14 394)	(14 297)
Autre produits et charges opérationnels d'exploitation, net	(152)	(652)
Dotation aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles/incorporelles	(7 273)	(7 273)
RESULTAT OPERATIONNEL	(19 934)	(18 237)
Produits financiers	5 073	5 073
Charges financières	(9 716)	(9 716)
Résultat des participations dans les entreprises liées	(8 999)	(8 999)
Profit résultant de l'acquisition à conditions avantageuses	13 183	13 183
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	(20 393)	(18 696)
Impôt sur les résultats	(224)	(645)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	(20 617)	(19 341)

5.33.3 Réconciliation avec le compte de résultat consolidé en normes IFRS

Exercice clos au 31 décembre 2015				
En milliers d'euros (non audité)	Résultats Valneva (IFRS)	Compte de résultat des actifs Crucell 1 janv.- 9 févr. 2015	Ajustements pro forma - exclusion des coûts relatifs à l'acquisition	Résultat pro forma ajusté
Revenus de la vente de produits	61 545	5 900		67 445
Produits des coopérations, licences et services	16 814	-		16 814
Chiffre d'affaires	78 359	5 900		84 259
Subventions	4 975	-		4 975
Chiffre d'affaires et Subventions	83 335	5 900		89 235
Coût des produits et services	(46 961)	(2 900)		(49 861)
Frais de Recherche & Développement	(25 367)	-		(25 367)
Frais de distribution et marketing	(9 121)	(900)		(10 021)
Frais généraux et administratifs	(14 394)	(400)	497	(14 297)
Autres produits et charges opérationnels d'exploitation, net	(152)	(500)		(652)
Dotation aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles/incorporelles	(7 273)			(7 273)
RESULTAT OPERATIONNEL	(19 934)	1 200	497	(18 237)
Produits financiers	5 073	-		5 073
Charges financières	(9 716)			(9 716)
Résultat des participations dans les entreprises liées	(8 999)			(8 999)
Profit résultant de l'acquisition à conditions avantageuses	13 183			13 183
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	(20 393)	1 200	497	(18 696)
Impôt sur les résultats	(224)	(421)		(645)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	(20 617)	779	497	(19 341)

Les principaux ajustements de l'exercice clos au 31 décembre 2015 sont les suivants :

Annulation de l'impact des coûts engagés par Valneva pour la réalisation de l'acquisition qui s'élèvent à 0,5 M€. Ces éléments représentent des charges significatives impactant le résultat, mais sont considérées comme n'ayant pas de lien avec les opérations courantes et la performance du Groupe.

5.33.4 Base de préparation

Les Informations Financières Pro Forma ont été établies sur la base des données publiées de Valneva SE et les données du reporting interne de Johnson & Johnson, à partir desquelles des reclassements de présentation ont été effectués.

(a) Contexte réglementaire

Les Informations Financières Pro Forma ont été établies selon l'Instruction AMF 2007-05 du 2 octobre 2007 et l'article 222-2 du Règlement Général de l'AMF.

(b) Acquisition

L'acquisition a été traitée dans les Informations Financières Pro Forma comme une acquisition de Crucell Sweden par Valneva, selon les critères indiqués dans la norme IFRS3 révisée, applicable au 31 décembre 2013.

(c) Reclassification et harmonisation des principes comptables

Les Informations Financières Pro Forma ont été établies conformément aux principes comptables IFRS, qui sont appliqués dans les états financiers publiés de Valneva SE pour l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Certains éléments ont fait l'objet d'un retraitement de présentation dans les Informations Financières Pro Forma consolidées en normes IFRS, afin de prendre en compte les différences de présentation pouvant exister dans les bilans et comptes de résultats des deux sociétés (Valneva SE et Johnson & Johnson) et d'aligner leurs états financiers avec la présentation actuelle retenue par la Société consolidée Valneva SE.

Une analyse a aussi été réalisée pour identifier tous les ajustements pro forma qui seraient à prendre en compte pour harmoniser les principes comptables appliqués à des transactions similaires dans les deux sociétés. Aucune différence significative n'a été mise en évidence lors de cette analyse.

(d) Hypothèses de construction

Les Informations Financières Pro Forma ont été établies à partir des éléments financiers suivants :

- + états financiers consolidés IFRS audités du Groupe Valneva SE, au 31 décembre 2015
- + reporting interne non audité de Johnson & Johnson pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 9 février 2015

Les ajustements pro forma appliqués au compte de résultat pro forma consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été évalués sur la base d'un hypothèse de réalisation de l'acquisition effective au 1^{er} janvier 2015.

Les informations financières pro forma sont présentées exclusivement à titre d'illustration et ne constituent pas une indication des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière de Valneva SE qui auraient été obtenus au 31 décembre 2015, si l'acquisition était intervenue aux dates considérées. Elles ne sont pas non plus indicatives des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière future de Valneva SE.

Tous les ajustements se rapportent directement à l'acquisition.

Seuls les ajustements pouvant être documentés et estimés de manière fiable sont pris en compte.

Par exemple, les informations financières pro forma consolidées ne tiennent pas compte :

- + des économies de coûts ou d'autres synergies qui pourraient résulter de l'acquisition ;
- + de facteurs spécifiques qui pourraient résulter de clauses particulières du traité de l'acquisition
- + des impacts de la cession de certains actifs qui pourraient être envisagée suite à l'acquisition;
- + d'éventuels charges ou produits d'impôt qui pourraient résulter d'une nouvelle structuration du groupe ;
- + des impacts qui pourraient résulter d'évolutions dans la structure financière de Valneva SE.

**(e) Opérations intragroupe**

Il n'existe pas, à la connaissance des deux sociétés, de transactions réciproques entre les deux sociétés dont l'impact pourrait être significatif sur les résultats de l'entreprise acquise pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 9 février 2015.

5.34 Événements postérieurs à la date de clôture

Dans le cadre de l'acquisition de Crucell Sweden AB et des actifs connexes, le Groupe a souscrit une facilité de prêt à long terme de 15 millions d'euros auprès de fonds gérés par Athyrium Capital Management, LLC. Suite au changement d'étiquette de DUKORAL® au Canada en décembre 2015, les parties ont convenu de rembourser le prêt de manière anticipée. Ce paiement anticipé facultatif a donné lieu à une prime pour remboursement anticipé de 20 %, d'un montant de 3 000 K€. Avec le droit de participation de 1 % et les intérêts pour le terme restant, le remboursement s'élève à 18 340 K€ et a été remboursé au créancier le 26 janvier 2016, voir Annexe 5.25.3.

Aucun autre événement susceptible d'avoir une incidence importante sur les états financiers ne s'est produit après la période de référence et ce jusqu'au 18 mars 2016.